
Vision Régionale 2025

**L'INTEGRATION REGIONALE DE L'AFRIQUE DE
L'OUEST A L'HORIZON 2025**

CAS DU BURKINA FASO

**Sams Dine SY, Consultant
Dakar, Août 1999**

Sommaire

Préface

1. Introduction

2. Scénarios d'Intégration Régionale

1. Mondialisation déferlante - l'Afrique hors jeu
2. Marchés régionalisés - l'Afrique polarisée
3. Spécialisation régionale - Percée africaine
4. Mondialisation rénovée - l'Afrique participe

3. Vers une Vision Régionale pour le Burkina Faso en 2025

1. L'intégration régionale et les valeurs socioculturelles
2. L'intégration régionale et la situation des pays enclavés
3. L'intégration régionale et la performance compétitive de l'économie

4. Thèmes Fédérateurs pour une Vision Régionale 2025

1. Stimuler la dimension socioculturelle
2. Impulser l'intégration mondiale des pays enclavés
3. Valoriser les services, diffuser l'innovation

5. Récapitulatif des Actions-Clés

1. Actions transversales (communes à tous les scénarios)
2. Actions thématiques (par scénario)

6. Les Prochaines Etapes de l'Exercice

ANNEXES

1. Statistiques

Taux de croissance du PIB en % de PPA 1992

Croissance du commerce 1990-1996, en %

Croissance mondiale

Répartition géographique du commerce mondial en 1996 (%)

Le taux d'ouverture des économies

L'ouverture et ses effets positifs sur les PED par type d'économies

Croissance en valeur du commerce mondial de marchandises par région, 1990-1998

Vers une nouvelle configuration internationale

2. L'intégration régionale en Afrique en 2025 : les problématiques

La dynamique de la régionalisation de l'économie mondiale

Les problématiques de l'intégration régionale

La situation de l'Afrique de l'Ouest

Les enjeux stratégiques

Les scénarios en présence et leurs implications

La nécessité d'une vision régionale

3. Méthodologie de la prospective stratégique

4. Liste des documents et rapports préparés dans le cadre de l'exercice

5. Références bibliographiques

6. Composition du groupe d'experts

7. Listes des participants aux ateliers

Dans le cadre de son programme de travail 1999, le MIR a été chargé par le Gouvernement du Burkina Faso d'organiser la réflexion sur l'avenir du pays dans le processus d'intégration régionale et de constituer une base de connaissance en prospective stratégique régionale pouvant être transférée à l'expertise nationale.

La nécessité d'une vision régionale est aujourd'hui reconnue par tous les acteurs burkinabé, car aux projets dans lesquels nous sommes impliqués avec notre voisinage immédiat et bien au-delà, s'ajoutent des initiatives régionales, inter-régionales voire mondiales qui, parfois nous enveloppent à notre insu. C'est que la régionalisation et sa forme avancée, la globalisation, s'imposent à tous. L'ignorance de ces phénomènes n'est pas une excuse. Qu'on le veuille ou non le monde est devenu l'unité d'analyse et l'Afrique, sa frontière ultime. Du reste, le sort du continent pourrait bien être scellé en l'espace d'une génération.

Soucieux de mettre toutes les chances de son côté, le Burkina Faso a engagé, depuis 1991, avec l'appui de la communauté internationale, un vaste programme de réformes économiques et structurelles. Corrélativement, les autorités du pays se sont attelées à la mise en place progressive d'un Etat de droit. Les résultats enregistrés au niveau économique sont indéniables. Mais, ces acquis doivent être désormais associés à une politique de développement intégré aux perspectives régionales et mondiales.

L'objectif de l'étude " Vision Régionale 2025 " est d'inscrire l'insertion du Faso dans les espaces régionaux dans une perspective de long terme. Cette démarche constitue un essai de réponse au souci du Gouvernement d'agir plus efficacement en identifiant les invariants et faits porteurs d'avenir dans l'environnement régional et mondial. Elle permet de disposer d'un cadre prospectif cohérent et d'orientation, à même de prendre en compte les grandes tendances géopolitiques et technico-économiques. Pour y parvenir, il a été nécessaire de constituer une masse critique de cadres nationaux rompus aux techniques et méthodes de prospective stratégique et à même de contribuer effectivement aux travaux de prospective au niveau national.

L'exercice a commencé dans un contexte régional dominé par les discussions sur le statut de l'Afrique au XXI^e siècle, une question qui a été inscrite dans l'agenda gouvernemental depuis 1998, à l'occasion de la présidence Burkinabé de l'OUA. Les réflexions ont continué alors que cette dernière tenait son sommet extraordinaire à Syrte. La fin des travaux a coïncidé avec l'entrée en vigueur de la première étape de l'Union économique au sein de l'UEMOA, au premier jour du nouveau millénaire.

Les scénarios et la vision qui résultent de cet exercice ont pour objectif d'améliorer la capacité à exploiter les opportunités qu'offre le processus de mondialisation. Cette capacité est indispensable pour faire de l'Afrique un acteur central et du Burkina Faso, le vecteur de l'intégration régionale.

L'exercice de prospective stratégique a été organisé pour éclairer les problématiques de l'intégration régionale sans cependant rester enfermé par la nouvelle donne créée par la Déclaration de Syrte. Aussi, l'équipe nationale chargée de sa conduite, s'est inscrite d'emblée dans la perspective de l'Afrique qui fait face aux contextes futurs, quelle que soit la probabilité de leur avènement, tout en s'efforçant d'examiner les possibilités de les influencer.

Le document souligne la volonté du Burkina Faso de marquer une rupture par rapport à une forme d'intégration " administrée " du haut vers le bas et limitée à la mise en commun des ressources et des institutions. Il recommande une plus grande concentration sur des actions clés à entreprendre, une cohérence accrue de la vision, une plus grande attention à la valorisation de l'expérience ouest-africaine et transfrontalière. Il propose en partage une vision du Burkina Faso en tant que *"catalyseur et stimulateur d'une intégration régionale, porteuse d'épanouissement socioculturelle, tirée par les services innovants, et valorisant sa position centrale."*

Pour conduire cet exercice, l'équipe nationale a pris appui sur de consultants internationaux dont je tiens à mettre en exergue les contributions.

Madame Bernadette SANOU

Ministre de l'Intégration Régionale

Le Burkina Faso est né de préoccupations externes aux communautés qui y vivent depuis des siècles. Il n'empêche qu'elles se sont maintenues et se sont renforcées, au point d'être identifiées à "la Patrie des Hommes Intègres". Au cours des prochaines décennies, le pays se retrouvera dans une situation radicalement différente. La toile de fonds des contextes futurs évolue désormais sous l'impulsion du processus de globalisation et de régionalisation, ce qui expose ces communautés à des situations inédites. D'où la nécessité d'une vision régionale qui permet, sinon d'influencer ces contextes futurs, du moins d'amortir les chocs qu'ils transmettent aux pays et régions.

Le contexte mondial futur sera-t-il déterminé par la globalisation des marchés, de la concurrence et de l'innovation ? Ou sera-t-il le résultat d'une construction juridique qui institutionnalise la région et laisse des marges d'action aux Etats ? Assistera-t-on plutôt à la résurgence du protectionnisme autour de blocs fermés polarisés par des acteurs qui imposent au reste du monde des logiques alternant coopérations productives et jeux non-coopératifs selon les domaines et les espaces géographiques concernés ? Dans ce cas, la désintégration des régions qui ne parviennent à maîtriser les enjeux ne risque-t-elle pas de se traduire par une augmentation brutale de la conflictualité du monde ?

A l'horizon d'une génération, en quoi les principes de tolérance, de respect, de recherche de la vérité, d'enracinement culturel, de gestion partagée des visions du monde, expriment-ils l'Afrique ? Quels seraient les implications de chacun de ces sentiers d'avenir pour l'intégration régionale en Afrique ? Quelle vision le Burkina Faso doit par conséquent mettre en œuvre d'ici 2025 et proposer à ses partenaires au sein de l'UEMOA, de la CEDEAO, de la COMESSA et de la CEA ?

L'avenir du Burkina Faso en Afrique et dans le monde peut être appréhendé à travers trois loupes qui sont autant de fils directeurs pour tenter de capter cette lueur qui transforme rêve en réalité ; ces trois loupes sont :

- ◆ les scénarios exploratoires ;
- ◆ la vision ;
- ◆ les ambitions régionales.

Méthodologie d'élaboration

Le document de travail est fondé sur les contributions de participants, sur la base des principes méthodologiques de construction de scénarios exploratoires et de vision nourris des concepts et des expériences qui permettent de mieux appréhender les phénomènes de globalisation de d'intégration régionale.

L'exercice a été facilité par des apports de Jacques Arcade, Directeur de Pro Activité, Consultant en prospective stratégique de renommée internationale, bien connu en Afrique où il appuie plus d'un pays dans le cadre des exercices nationaux de prospective. Il a bénéficié de la collaboration de Sams Dine SY, Consultant international en analyse des politiques et en économie financière qui a fourni l'information sur les problématiques de l'intégration régionale en 2025 et qui, en outre a rédigé le pré-rapport.

Une description complète de la méthodologie générale est fournie en annexe ainsi que les documents techniques et les résultats des ateliers. Les données statistiques et la bibliographie que le consultant a fourni, ont pu être reproduits avec l'aimable autorisation du PNUD/NLTPS.

Méthode d'exposition

Les scénarios exploratoires sont présentés successivement, à partir des ossatures que les experts burkinabé ont définies. Conçus comme autant de sentiers de l'avenir, ils s'attachent à décrire les lignes de forces du prochain quart de siècle dans le domaine de l'intégration régionale, sans toutefois chercher à discuter la probabilité de l'achèvement ou de son caractère irréversible. L'effet de contraste est davantage destiné à provoquer les discussions sur les images possibles et cohérentes de l'avenir du Faso dans l'intégration régionale qu'à déclencher un hypothétique "choc du futur".

Chaque scénario s'efforce de présenter des facettes de l'intégration au niveau mondial, africain et ouest-africain. Les scénarios qui débouchent sur l'inaction ou sur le laisser faire ont été écartés, compte tenu de la nécessité de déboucher sur des conclusions pour l'action gouvernementale. La présentation des scénarios est faite sous une forme scénographique, appuyée d'un récit qui fait une large part aux aspirations et aux valeurs, donc au rêve, au désir et à l'imaginaire, sans pour autant sacrifier les opportunités et les contraintes qui renvoient à la réalité.

Le principe de réalité justement structure la démarche qui sous-tend l'élaboration de la vision et bien entendu son caractère normatif. Partant d'avenirs qu'on désire souhaitables - les ambitions du Faso - on a construit l'agenda des actions-clés qui permettent de lever les obstacles à leur accomplissement, quel que soit le scénario. Ce sont les actions horizontales. D'autres actions contingentes aux scénarios permettent éventuellement de d'infléchir vers le scénario qui fait de l'intégration régionale en Afrique un projet et non pas seulement une juxtaposition de processus et d'échéances.

Utilisation

Le but de cet exercice est de développer un outil permettant aux autorités burkinabé d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques efficaces d'intégration et de coopération régionale. Il vise aussi à stimuler le débat sur l'avenir de l'Afrique dans le monde, entre les différents acteurs de la société burkinabé, sans oublier ceux des autres pays africains et leurs partenaires.

A l'horizon 2025, six questions clés autour des tendances lourdes

La prospective des tendances d'évolution mondiale et régionale montre que leur poursuite remettra en cause la viabilité même du Faso en tant que pays. En effet si la globalisation ordonne les problématiques d'intégration régionale, d'autres tendances, tels que la croissance de la population et les pressions sur l'environnement sont des sources de fragmentation, voire de conflits. D'où la nécessité de pousser la réflexion dans deux autres directions, l'une sur les principes et modèles d'organisation dominants qui pourraient s'imposer et l'autre, sur les perspectives régionales en matière de réduction de la pauvreté.

Scénario 1 : Globalisation Déferlante - Hors Jeu, l'Afrique

Le triomphe des marchés constitue le fil d'Ariane de ce scénario qui se manifeste en 2025 par l'uniformisation et la standardisation des marchés et produits. La Terre Promise par la globalisation industrielle et financière ressemble, du moins en Afrique à quelques îlots de prospérité entourés d'océans désertiques et dont les antennes sont directement réglées sur celles des Villes Globales.

La concurrence entre les systèmes de production du type euro-américain et japonais a pris fin avec l'accomplissement de la perspective "Un monde - Une économie", déjà entrevue depuis près de trois décennies. En fait, le monde ressemble plutôt à une juxtaposition de marchés globalisés aux mains d'entreprises globales opérant dans des espaces qui ne s'étendent pas forcément à toute la planète et dont la particularité est de n'être pas limité au monde terrestre. Des Cités-Etats jouxtent des habitats désertiques et, dans l'espace domestiqué, les premières Cités-laboratoires sont fonctionnelles.

Bien que les valeurs de la société mondiale s'expriment encore à travers le modèle américain, elles sont notablement enrichies par les conceptions européennes et asiatiques. L'Etat-providence ou l'Etat-stratège selon le cas a quasiment disparu en tant que mode d'organisation de la société pour laisser la place à des formes supérieures d'autorégulation, quand ce ne sont des Etats rétrécis marchands.

Les grands clivages qui étaient de mode au cours des années 1990 tombent en désuétude : riches et pauvres, exclus et inclus, pays industrialisés et pays développées, Triade et reste du monde, Nord et Sud. En effet, seul compte le principe selon lequel l'homme doit pouvoir récolter tous les fruits de son activité, mais en corollaire doit accepter de subir toutes les conséquences de ses échecs. Néanmoins, dans plusieurs régions où ces principes ont du mal à être entièrement assimilées, subsistent encore quelques formes d'intervention étatique sous forme de "marchés organisés" régis par un *mix* d'institutions, d'organisation et de mécanismes de fixation des prix selon des règles quasi-sociales et destinées à faciliter la transition vers les marchés libres.

Il en est ainsi pour l'Afrique, qui est réduite au stade de consommateur passif. Repoussoir de la globalisation, elle justifie son existence en fournissant la main d'œuvre pour le *tiers secteur* mondial constitué d'ONG autonomes. Suite au déclin progressif de la plupart des institutions du Système des Nations Unies et la privatisation de certaines d'entre elles au cours de la première moitié des années 2010, ces ONG ont la charge d'exécuter un mandat de gestion des conflits, après avoir remporté un appel d'offre. Dans certaines sous-régions non entièrement transformées en réserves, les communautés parviennent à maintenir un espace d'autonomie autour de préoccupations religieuses, médicales ou sportives. L'Afrique avait renoué avec son statut de *terra incognita* qui lui était attribué au temps de la Renaissance européenne, au XIIIe et XIVe siècle. Le continent, toujours en quête de sa médecine, attire des Gurus, explorateurs, entrepreneurs sociaux et aventuriers à la recherche d'émotions.

Pourtant les leaders africains avaient dans une ultime tentative, essayé de sauver la face en lançant au début du siècle d'ambitieux projets d'union africaine à la gloire de

l'idéal panafricain. Mais ces tentatives n'avaient pas résisté aux dissensions internes et aux crises qui ont suivi les premiers échecs des négociations internationales. Ces échecs avaient finalement déclenché une véritable guerre commerciale aux effets dévastateurs.

Dès 2001, la fameuse Déclaration de Syrte fut soumise à une épreuve brutale, avec la désaffection de la plupart des pays riches du continent, qui n'étaient pas prêts à supporter les coûts politiques et économiques d'un abandon si important de souveraineté. Les négociations se sont donc enlisées, malgré une mise de fonds élevée des initiateurs du projet d'union africaine. La complicité active des anciennes puissances coloniales, qui ne voyaient pas vu d'un bon œil la naissance de ce géant politique à leurs portes, pencha la balance du côté des afro-sceptiques.

Au passage, les regroupements qui tiraient une légitimité de leur héritage commun, comme l'UEMOA, l'UMA et la COMESA en profitèrent pour approfondir leur coopération en matière économique notamment, sans cependant faire de progrès substantiels sur le plan politique et de l'élargissement à des pays voisins. Pour ne citer que le cas de l'UEMOA, l'intégration institutionnelle entre l'union monétaire et l'union économique n'est finalement intervenue qu'à partir de 2005. A l'origine de la réforme, se trouvait la décision de transférer la gestion des avoirs communs détenus à l'extérieur.

Il faut dire que l'UEMOA avait subi le contre coup de la banalisation du rattachement à l'Euro, avec la multiplication des candidats, tant européens qu'africains et arabes. Par ailleurs, il fallait se rendre à l'évidence que la stabilisation des cours entre les trois principales monnaies internationales, après l'incertitude qui a suivi les premières années de l'Euro, les rendait quasiment interchangeables.

Le passage de l'union douanière à l'union économique au sein de l'UEMOA a été précédé de conflits larvés entre les pays, pour des raisons souvent inavouables. La concurrence était âpre entre les pays la constituait et aucun ne voulait supporter de coût supplémentaire. Bien qu'elle n'ait pas réalisé de progrès notoires, l'Union restait tout de même le seul espace économique et financier intégré et ouvert, alors que pour le reste de l'Afrique, se distinguaient des pays pris isolément. Parmi eux figuraient l'Ouganda, le Ghana, la Mozambique, le Zimbabwe, la Tanzanie et l'Ethiopie, dont l'intégration aux marchés mondiaux, prolongeaient les réussites de la fin de la décennie 90, avec l'Ile Maurice, la Tunisie, la Namibie, le Botswana, le Maroc et l'Egypte.

La lenteur des négociations en vue de créer une vaste zone de libre échange à l'échelle mondiale et les risques de retour aux blocs commerciaux régionaux allaient en définitive, déclencher la plus violente réaction des marchés financiers. Commencées en 1999, les négociations n'ont pas cessé de s'enliser devant les démissions successives et les renoncements des diplomaties commerciales. Acculés sous les coups de boutoir de groupes isolés dont les exploits étaient relayés par les médias et Internet, les représentants des Etats brillaient par une absence de volonté de remédier à l'anarchie qui régnait dans le commerce mondial.

Le déchaînement des marchés s'est traduit alors par une série de déferlante spéculative qui sanctionna avec une brutalité inégalée dès l'année 2005, l'échec des organisations internationales dans leur tentative de régulation de l'économie mondiale. Tout ce qui était susceptible de rapporter une plus value était l'objet d'une spéculation entre *traders*, mafias, prédateurs et pirates du Net : monnaies, titres, minerais, matières premières, organes, innovations, territoires, armes, aide publique. Ces spéculations balayaient sur leur passage, tel ces "Tsunamis" tant redoutés par les habitants de certaines presqu'îles et qui ne laissaient derrière eux que la désolation et la misère.

A quelque chose malheur est bon dit-on. Comme il fallait bien recycler les ressources mondiales ainsi siphonnées, les banques et les institutions de financement à risque n'hésitaient plus à soutenir la recherche technologique et l'innovation. Le développement des applications à travers une multitude de laboratoires d'entreprises facilitait la mise au point de systèmes intégrés de production et de distribution capable d'atteindre en un temps record, des milliards de consommateurs.

Cette performance se faisait cependant au détriment des préoccupations environnementales et sociales qui passèrent au second plan, malgré les avertissements d'experts et de savants qui avaient conscience que le monde allait droit dans un mur,. Comme en écho à ces avertissements, des foyers de conflits de plus en plus importants apparaissaient çà et là avec pour enjeu l'eau, les espaces verts, les infrastructures essentielles à la survie. Les protestations, contre cette logique qui transforme tout en marchandise, s'étaient banalisées, comme la pauvreté.

Après l'accalmie, suite à une amnistie mondiale entre les oligopoles privés, l'activité avait repris, en Afrique, dans quelques sites bien pourvus en ressources naturelles et en main d'œuvre qualifiée. Sous l'impulsion des ONG et des Fondations pour la démocratie par le marché, alimenté par les entreprises globales, les infrastructures modernes de transport, de communications et d'énergie sont installées ainsi que des services sociaux de base pour les personnes en ligne. Quelques grands axes de transports et de communication contribuent au maillage de l'espace entièrement restructuré autour de mégapoles au milieu d'immenses zones dépeuplées. Mais dans l'ensemble, le continent reste un isolat. L'Afrique hors jeu, ne compte plus qu'à travers les mégapoles, généralement les anciennes capitales économiques. Le Faso était réduit au statut de ville-Etat située au carrefour des réseaux de transports et distribution Nord-Sud et Est-Ouest.

Jamais le nouvel adage en vogue "aide toi, le marché t'aidera" n'a été aussi vrai après ce premier quart de siècle que le monde venait de vivre.

Scénario 2 : Marchés Régionalisés - Afrique Polarisée

La mondialisation introuvable en ce premier quart de siècle est vécu comme un désenchantement. Pourtant, il ne manquait pas, à la fin du XXe siècle d'écrits et prophéties, présentant le début de ce millénaire sous un jour prometteur. Les médias et autres marchands d'avenir avaient prédit la fin de l'histoire, de la géographie et de l'homme. En particulier, ils avaient insisté sur l'avènement d'un monde sans région, ni Etat.

Les années 2000 seraient-elles au XXIe siècle ce que les années 1980 ont été au XIXe, c'est-à-dire une période de crise de gestion et d'adaptation structurelle ? En tout état de cause, les échecs des projets unificateurs sont patents, tant les spécificités régionales n'ont pu être gommées. Devant la résistance des mentalités contre la globalisation sans rivages et l'institutionnalisation des régions, les multinationales continuent de recourir sur une vaste échelle, aux transplants. Dans les régions bien pourvues de ressources, elles s'adaptent en mandatant leurs filiales régionales.

La tendance dominante dans la pratique de gestion est la combinaison sur une vaste échelle du "sur mesure de masse" et du *sourcing* régional. Les grandes stratégies intégrées de l'après guerre froide qui tentaient d'organiser le monde autour des trois pôle-marchés que sont les Etats-Unis, le Japon et l'Europe ont cédé la place à des approches plus réalistes qui accordent une place au groupe de nouveaux grands, constitué par la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Brésil et la Russie. Les principes du marché libre sont tempérés par un interventionnisme qui dérive vers l'affairisme, la corruption et la recherche de stabilité et de la sécurité à tout prix. Mais les blocs ainsi institués restent profondément attachés à l'esprit de citadelle assiégée par les régions moins développées qui supportent de plus en plus mal leur milliard d'êtres humains et l'atonie de la croissance.

La tentation des multinationales à s'ériger des positions imprenables à tout prix, est sans arrêt battu en brèche. Aux plaintes pour abus de position dominante, surtout dans les secteurs de pointe, s'ajoutaient des scandales politiques et des protestations contre des administrations nationales ou régionales laxistes ou corrompus. L'Europe, qui n'en finit pas d'être une puissance en devenir, fait toujours dans l'ambiguïté. La volonté d'ouverture de cette région est au centre des controverses aussi bien avec ses partenaires américains et japonais qu'avec ses voisins de l'Est et du Sud. Pour les premiers, elle constitue le maillon faible de ce qui reste de la Triade à cause de son modèle social, tandis que pour les derniers, elle reste fondamentalement protectionniste, malgré son discours humanitaire.

Les relations avec l'Afrique subsaharienne sont aussi confuses qu'au début du siècle. Les velléités de création d'un vaste ensemble euro-africasiatique du Cap à l'Arctique y sonnent comme l'aveu de l'échec des accords ACP/UE et méditerranéens et de la stratégie d'élargissement à l'Est. Livrée à elle-même, l'Afrique renvoie au monde l'image d'une région structurellement incapable de se doter des attributs d'une puissance régionale. Le continent reste fragmenté autour de quelques pôles dotés d'une

structure administrative sous-régionales mais dont la consistance dépend de la santé des Etats phares qui les composent. Les grands pays pétroliers, côtiers ou miniers demeurent l'objet de toutes les convoitises.

La rationalisation des organisations sous régionales revenait régulièrement à l'ordre du jour des gouvernements. Toujours traversées par des influences Nord-Sud, elles continuent à prôner l'union et à chanter la renaissance africaine, alors que les grandes décisions concernant le continent se prenaient ailleurs et que la révolution de l'intelligence contournait le continent.

Le monde de ce quart de siècle n'a pas connu de pause technologique. Des innovations de procédés absolument révolutionnaires avaient permis, autour des années 2010, de mettre à la disposition du consommateur africain, des produits et des services entièrement "tropicalisés" par des PME régionales affiliées à des multinationales.

Les bailleurs de fonds publics et les institutions financières internationales avaient réussi, malgré leur faible audience, à se faire l'avocat des préoccupations de l'Afrique en ce qui concerne la réduction de la dette, le développement d'entreprises et la stabilisation de la pauvreté à son niveau des années 2000. En échange, plusieurs pays avaient finalement accepté dès 2004, malgré l'échec du programme de Syrte, de mettre en œuvre des mécanismes d'intégration qui facilitent la production sur une vaste échelle et la constitution d'une zone de libre échange et même, l'institution d'une monnaie commune.

Il a suffi cependant d'une violente crise entre les pays francophones et les pays anglophones pour réduire à néant les espoirs de faire émerger en Afrique un grand pôle capable de négocier d'égal à égal avec les pays de la Triade. A l'occasion de la tenue du deuxième Forum Europe-Afrique, qui avait été institutionnalisé à la faveur de l'euphorie de l'an 2000 à l'instar de l'ASEM et de l'APEC, les premières dissensions apparurent sur la question de la monnaie. A l'origine de cette crise se trouvait, comme d'habitude les rivalités entre les deux ex-puissances coloniales qui s'étaient partagé le continent à la fin du XIXe siècle. En vérité, l'Euro n'en avait pas fini de diviser l'Europe et de diviser l'Afrique par la même occasion.

En Afrique de l'Ouest, la crise avait pris une tournure particulière, compte tenu de l'influence qu'y exerçait le Nigeria et l'Union Européenne. Pourtant au début du siècle, les deux organisations sous-régionales, à travers lesquels les rivalités s'exprimaient, étaient parvenues à un consensus sur la répartition des rôles dans l'intégration sous-régionale. Les succès enregistrés dans la gestion des conflits pour l'une, l'attraction des investissements étrangers pour l'autre, démontraient leur utilité respective. Mais, compte tenu de son poids démographique et de la place importante qu'elle occupe dans ces deux domaines, le Nigeria avait tenté d'institutionnaliser sa domination en proposant aux autres pays de la sous-région, sa monnaie et son système politique fédéral. L'idée fut saluée par les grands commerçants ouest-africains et par les communautés qui rayonnaient dans plusieurs pays.

Mal engagées, les négociations avaient vite achoppé et le statu quo avait fini par prévaloir, renforçant le rôle des pôles francophones et anglophones et l'influence européenne dans cette sous-région. Il ne manquait pas de voies, au cours de cette décennie 2000, pour fustiger l'héritage colonial et le manque de leadership en Afrique, dans l'indifférence des opérateurs du secteur informel qui continuaient de fournir l'essentiel du PIB.

En fait, c'était dans un seul domaine - la pratique du "dumping social" - que l'Afrique soutenait la concurrence des autres régions. Malgré les dénonciations répétées des organisations internationales, des enfants et des jeunes filles furent utilisés massivement dans des activités industrielles et de services sociaux ou humains commercialisés sur une vaste échelle. En guise d'argument, les autorités avançaient qu'il fallait bien compenser les effets dévastateurs du SIDA sur les adultes. Mais cette dérive dans le détournement de populations de plus en plus jeunes, allait changer durablement la nature et l'ampleur de la pauvreté en Afrique qui, de rurale et féminine allait devenir massivement urbaine et jeune aux alentours de 2015. Jamais pourtant les institutions caritatives n'ont été en meilleure santé financière, brandissant toujours avec les mêmes certitudes des slogans du type "un monde sans pauvres au cours de siècle".

En ce jour premier de l'an 2025, un chroniqueur Burkinabé souhaitant la bonne année aux auditeurs ajouta : "nous entrons dans le deuxième quart de siècle avec toujours le sentiment d'être un des pays parmi les plus pauvres du monde, mais nous avons bon espoir de renverser cette tendance avant 2050".

Scénario 3 : Spécialisation régionale - Percée Africaine

S'il est un principe dont le statut au cours de ce quart siècle a eu des conséquences paradoxales sur l'Afrique, c'est bien le *principe de précaution*. Sa consécration est à l'origine de ce qu'il convient d'appeler "la percée africaine" sur l'échiquier mondial, mais une percée que l'Afrique n'a pas transformé en avantage durable.

Au début du siècle, il régnait une grande confusion sur l'impact probable de la révolution biotechnologique et de la révolution bio-écologique sur l'Afrique. De la première, on attendait qu'elle contribue à réduire la pauvreté en fournissant la nourriture, la santé et les vaccins. Mais les choses n'étaient pas aussi simples, car les enjeux sociétaux avaient conduit - malgré la pression américaine - à faire des choix en faveur du ralentissement de la diffusion des innovations biologiques, compte tenu de la perspective imminente du clonage humain. De la seconde, il était attendu qu'elle favorise la compétitivité des produits africains auprès de consommateurs devenus allergiques à tout ce qui se rapporte aux manipulations génétiques et à la vaccination.

Tous les sommets mondiaux étaient envenimés par le débat sur la concurrence entre les systèmes productifs et le rôle des pouvoirs publics. La pression des consommateurs contre "la mal bouffe", les animaux fous et les plats "OGM" était telle, que peu de pays étaient disposés à abriter une concertation à l'échelle du G7 ou des Nations-Unies.

Les systèmes de production des régions industrialisés n'étaient pas vraiment préparés à répondre à une demande massive de produits *bio-éco*. Le coût de la réadaptation paraissait si exorbitant, qu'il valait mieux pour les entreprises, se reconvertir dans des activités de services. Quant aux systèmes de production africains, ils n'étaient en mesure de respecter les normes imposées par les laboratoires *biotechs*, avant l'accès aux grands marchés. Pour éviter l'implosion face à une mutation brutale de la demande, un accord mondial autour de nouvelles règles du jeu était devenu urgent.

Au cours de l'année 2005 se tint, dans une île au large de l'Afrique, le premier G7 consacré à "la faim dans le monde". Les Grands avaient accepté que se tienne en marge de ce forum sous haute protection, une rencontre entre le G15, les principaux responsables des industries technologique, les principaux fournisseurs de produits "propres" et les représentants des consommateurs. La rencontre déboucha sur un compromis favorable à la diffusion des innovations biotechnologiques et à leur adaptation aux conditions de production, avec le minimum d'engrais, d'insecticides et de pesticides.

Il ne fallait pas plus pour que cet accord historique - portant autant sur le transfert de technologies essentielles à la compétitivité africaine que sur la réduction de la pauvreté - déclenche le choc accélérateur de la réorganisation de l'Afrique. Les pays étaient bien conscients qu'il n'y avait pas lieu d'étaler au grand jour des rivalités stériles, face à une occasion unique de stimuler la croissance industrielle et de disposer d'infrastructures et de services sociaux de qualité.

Pour accueillir les investisseurs internationaux à la recherche de placement dans les éco-industries, il fallait rapidement évoluer vers des marchés plus ouverts tout en favorisant la mise à niveau et en réseau des petits exploitants et des entrepreneurs qui acceptaient de se reconverter. Ce nouveau contexte avait trouvé l'UEMOA en phase d'achèvement de l'union économique. Un an plus tôt, elle s'était doté d'une monnaie indépendante de l'Euro et convertible. Les marchés des produits agricoles, d'élevage et de pêche étaient suffisamment bien structurés pour supporter un changement d'envergure et faire face à la demande émanant des pays industrialisés.

La viande de bœuf, le poulet du pays, les crustacées et le karité figuraient parmi les produits les plus prisés. Le tourisme *bioéco* se développait parallèlement, nécessitant la mise en place d'infrastructures adaptées et aux dimensions humaines. Une floraison de produits et services dérivés était disponible, tandis que les citoyens de la sous région continuaient de se distinguer par leur sobriété, observant d'un air perplexe l'engouement des étrangers pour des produits que l'agressivité commerciale asiatique avait failli faire disparaître des marchés.

La décennie (2020) avait commencé par une conjoncture qui n'était pas aussi porteuse qu'on l'aurait souhaité pour l'Afrique. Les autres régions qui avaient accusé du retard face aux révolutions *bio tech* et *bio éco*, parvenaient à se réadapter à une demande qui avait fini par évoluer. Parallèlement, les industriels réalisèrent d'immenses progrès dans la domestication des filières technologiques, en particulier de la filière génétique. Rattrapée, puis devancée par leurs concurrents, les entrepreneurs africains subissaient le contre coup de l'inaction.

Comme à l'accoutumée, ils ont préféré consommer quand il fallait investir dans la recherche et l'innovation. Les pertes importantes de parts de marché se sont alors traduites par l'appauvrissement de couches non moins importantes de la population, en majorité urbanisée. Des groupes organisés, qui ne voulaient pas croire à ce retournement de la conjoncture, déclenchèrent alors les plus grandes émeutes de la faim, que l'Afrique ait jamais connue. Le spectacle était désolant, dans la plupart des grandes villes africaines y compris à Ouagadougou, qui abritait le sommet de l'OUA, en souvenir de celui qui s'y était tenu 20 ans plutôt. Le brouhaha qui régnait dehors n'avait pas cependant empêché les Chefs d'Etat de parachever l'intégration africaine avec la création d'un Etat fédéral, comme en Europe et en Amérique. "Un acte de plus !", avait commenté, face aux émeutiers, le leader de l'opposition politique.

Une grande organisation internationale avait, dans les années 90, prédit qu'en 2020 l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale se traduirait par une réduction sensible de l'état de pauvreté, sous réserve d'un fonctionnement en mode "ouvert" pour les échanges, les investissements et la diffusion rapide des connaissances. Mais, dans le cas contraire, le continent allait se retrouver dans la même situation qu'en 1995. Une fois n'est pas coutume, elle ne s'était pas trompée.

Scénario 4 : Mondialisation rénovée - Participation de l'Afrique

S'il est une perspective qui avait été envisagée au siècle dernier et qui ne se réalise pas en 2025, c'est bien celle qu'une partie du monde ne fasse plus partie du monde et ignore tout de l'Hyper-monde¹.

Déjà qualifiée de continent *off shore* par le géopoliticien Nicolas Spykman, en pleine Deuxième Guerre Mondiale, sa disparition progressive était considérée comme quasi-inéluctable. La résilience, c'est-à-dire la capacité à s'adapter tout en conservant sa personnalité propre ou encore son avantage comparatif, était le principe fondamental de différenciation entre les inclus (*in*) et les exclus (*out*) de la mondialisation. Cependant, peu de personnes étaient en mesure d'apercevoir que les peuples du continent étaient à l'aise dans l'ère du virtuel², du rituel³ et du fractal⁴

La dénonciation de la société de consommation avait atteint partout son comble dès la première année de ce siècle. Pourtant, celle-ci avait été déclinée sous toutes les formes possibles pour lui donner un nouveau visage, la rendre plus attrayante : société de l'information, du savoir ou de l'intelligence, nouvelle ère mondiale, *new age*. Ses effets étaient si dévastateurs que rien n'y faisait.

Sitôt commencé, le deuxième millénaire avait vu se multiplier les interventions militaires au nom du droit d'ingérence et d'embargos au nom de la bonne gouvernance. Le monde avait renoué avec les démons de l'instabilité, de la guerre et de "l'horreur économique". Ce n'est pas seulement la révolte mondiale contre l'économie de buffet qui était à l'origine de ce rejet. Il s'agissait d'une véritable crise de vie, d'identité et de valeurs fondatrices de l'humanité.

Tirant les leçons de la rencontre de l'Afrique avec le reste du monde, de son engagement dans les conflits des siècles précédents, un Groupe de Sages Africains, venus d'horizons différents allait prôner alors une attitude différente pour face ce qui risquait de se transformer en un embrassement mondial, du fait de tant d'incompréhensions culturelles et religieuses.

Invités à présenter leur proposition au Forum mondial pour la paix qui avait succédé à celui de Davos, discrédité par l'opinion publique, le groupe y avait démontré en quoi le monde pouvait se reconnaître à travers l'Afrique. Pour étayer leur thèse, les sages fournirent une explication des différentes rencontres entre l'Afrique et le reste du monde à travers les âges. Le groupe proposait une forme de médiation permettant de sortir de l'impasse d'une mondialisation de la consommation, sans rivage ni port.

¹ Ensemble d'activités se déroulant dans le monde virtuel en complément ou en simulation du réel.

² Etat de dissolution des frontières entre le l'imaginaire et le vécu, le rêve et la réalité, le fantasme et le spectacle, la raison et le délire.

³ Ensemble d'interaction qui s'effectuent en dehors de toute référence aux institutions économiques et qui contrairement aux règles et aux règles du jeu ne peuvent être transgressés

⁴ Métaphore majeure des futures évolutions sociales où la réalité naît des mélanges, où l'ordre résulte d'interférence d'une perturbation et du chaos (1, 2, 3, 4 : extraits du Dictionnaire du XXIe siècle).

L'action de ces sages avait obtenu un tel retentissement qu'elle fut baptisée "la Participation Mondiale de l'Afrique". Celle-ci venait au bon moment, après la "Grande Partition du Continent" au cours du millénaire précédent, partition qui aurait du l'exclure du processus de mondialisation au cours du XXIe siècle.

Les visées tant symboliques que performantes de ce discours n'avaient pas échappé ni à la vigilance des sociétés savantes qui s'étaient érigées en gardiennes du patrimoine intellectuel de l'humanité, ni à la perspicacité des principaux *think tank* qui véhiculaient auprès des décideurs et des opinions publiques tous les messages "corrects". La diffusion de ce message, à l'échelle de la planète allait prendre du temps du fait de son caractère perçu comme étant encore ésotérique ; néanmoins, le groupe reçu un écho favorable en Amérique latine et dans le sous-continent indien, grâce à l'influence qu'y exerçait la diaspora africaine.

Ce nouveau climat intellectuel était accompagné par une expansion économique, à laquelle la contribution de l'Afrique a été décisive. Le continent tirait la croissance mondiale vers le haut. De plus, elle compensait le déclin relatif des autres régions et parvenait même à s'approprier les retombées. Cette situation inédite dans l'histoire de l'humanité faisait dire à un des Chef d'Etat les plus en vue en 2007 : "après l'Europe, l'Asie et l'Amérique, c'est à présent le tour de l'Afrique de porter le fardeau de la croissance mondiale avec en plus, le lien, le supplément d'âme qui faisaient défaut aux siècles précédents". Non sans une pointe d'humour, il avait ajouté : "avec la Participation Mondiale de l'Afrique, la notion de PMA change désormais de sens".

Le foisonnement de l'Afrique insuffle à présent du sens au monde. Acteur majeur, elle réussit à se construire une compétence distinctive dans la production de performances collectives et la manipulation de symboles. Rétrospectivement, il n'est pas étonnant que le monde se soit tourné vers l'Afrique, dont on avait oublié peut être un trop tôt qu'elle était le berceau de l'humanité, la mère nourricière. Telle une tortue mal partie, l'Afrique avait en fait su préserver ses chances, sans transgresser les règles du jeu que les théologiens du marché libre croyaient universelles et les règles qui régissaient les rapports de force au sein de la Triade. Pourtant, on avait tout dit et écrit au siècle précédent, sur la dérive du continent, sa disparition de la carte du monde, son implosion sous le poids de la démographie, des conflits et des pandémies.

Un certain nombre d'événements jalonnait cette nouvelle ère, au cours de laquelle régnait une atmosphère extraordinaire donnant l'impression que tout était possible et que la Fraternité, la Vérité n'était pas de vains mots.

Ainsi, au cours de l'année 2020, une expérience de Télé-exorcisation d'un astronaute japonais, en orbite autour de la planète Mars, s'est tenue depuis un laboratoire scientifique africain, doté d'un puissant générateur multi-fractal. Suivi en direct par des millions d'Internauts, son impact psychologique considérable déclenchant une prise de conscience "que tout est dans tout, mais chacun selon son mode propre". Cette expérience allait ouvrir une grande porte sur l'Hypermonde, dont l'avènement était espéré pour le début de ce siècle.

L'explosion de la *demande d'Afrique* était telle, qu'il était nécessaire de reconfigurer les systèmes d'innovation afin de parvenir à une codification des connaissances tacites contenues dans les rites, les coutumes, les folklores, les pratiques divinatoires, le passage des frontières invisibles, les règles de politesse, telle que la parenté à plaisanterie. Transformées en *produits-connaissances*, elles généraient une valeur ajoutée infiniment plus importante que la vente des masques et autres objets artisanaux aux touristes, artistes et lettrés qui cultivaient l'exotisme.

Les premiers résultats de ce mouvement de pensée et système de distribution de savoirs endogènes, fut de mettre en évidence l'existence en Afrique d'un noyau de pays et de communautés exemplaires. Dans la sous-région - jadis qualifiée de "ventre mou" de l'Afrique - les populations avaient réussi, au fil du temps à réinventer et réinterpréter leurs rites, au-delà des exigences de survie ou folkloriques, pourtant bien réel dans cette zone. Elles avaient découvert le rôle irremplaçable des petites communautés qui amortissaient le choc de l'intégration sous-régionale tant pour leur pays d'origine que pour l'ensemble de la sous-région. Leur comportement expliquait, en grande partie, pourquoi les vagues d'expulsion des années 1980 à 2000 n'avaient pas plongé les organisations comme le Liptako-Gourma, l'OMVS, l'Union du Fleuve Mano, l'UEMOA et la CEDEAO dans un chaos irréversible.

Les aptitudes culturelles et intellectuelles des peuples sahélo-soudanais apparaissaient au grand jour comme un formidable tremplin de l'intégration régionale. Il n'en suffisait pas de plus pour que les initiatives transfrontières se multiplient, d'abord entre le Burkina Faso et le Mali, initiatives qui se mirent à grumeler dans de multiples domaines, au bonheur des populations, enfin réconciliées avec les instances politiques. L'unique mission qui était dévolu aux Etats était de veiller à une répartition équitable des effets de l'intégration régionale, en prenant des initiatives concertées en direction des poches de pauvreté qui apparaissaient, de manière sporadique, ici ou là.

Les notions de burkinabé, malien, nigérien, ghanéen, sénégalais, guinéen, béninois, togolais et ivoirien, il ne restait que l'aspect relation de plaisanterie.

Au cours de la deuxième décennie 2010, l'expérience ouest africaine d'intégration servait de référence, aussi bien en Afrique que dans le reste du monde, une référence qu'il fallait s'approprier et non s'imposer.

A la fin de l'année 2025, un chercheur burkinabé qui avait réussi à théoriser cette expérience en la replaçant dans le contexte de la renaissance mondiale, figurait en bonne place dans différentes listes des futurs prix Nobel. Il fallait néanmoins attendre l'année suivante pour les résultats et savoir si de sa contribution, les sages de Stockholm retiendront le contenu littéraire, économique, physique ou mathématique.

II. Vers une Vision Régionale pour le Faso

Si les scénarios qui viennent d'être exposés font grimper l'Afrique et le Faso au ciel, à l'imaginaire, avec tout ce qu'il peut comporter de turbulences mais aussi d'espaces de rêve et d'utopie, la vision leur permet d'intégrer la réalité, de descendre sur terre et d'agir pour un positionnement plus favorable.

Il serait inexact de dire que l'action publique du Faso ne s'inscrit pas dans une vision régionale à l'horizon 2025. Avec les Traités d'Abuja, de la CEDEAO et de l'UEMOA, le Faso participe au processus d'intégration africaine. Toutefois, deux séries de questions méritent d'être posées :

- ◆ cette vision régionale correspond-elle toujours à des images cohérentes et possibles du futur de l'Afrique et du Faso? En d'autres termes, que leur réservent les multiples sentiers de l'avenir et que faire si les contextes futurs ne rentrent pas dans le cadre juridique établi par ces traités ?
- ◆ la réalité de l'intégration régionale correspond-elle toujours ce qui a été acté dans les traités ? En d'autres termes, pour quoi les miracles accomplis en Asie ne se sont pas produits en Afrique et pourquoi l'intégration régionale y est encore perçue comme un mirage ?

Le positionnement du Faso par rapport aux contextes futurs de l'intégration régionale doit être évalué à partir de cette série de questions. De l'évaluation des opportunités et des contraintes de ces contextes, au regard de chacun des scénarios, découle les principes permettant de positionner le Faso comme un pays d'influence dans l'échiquier régional. Ce chapitre passera en revue l'impact potentiel de chacun de scénarios sur le Faso, au plan social, politique et économique, en mettant l'accent sur les domaines les plus pertinents :

- ◆ Les valeurs socioculturelles ;
- ◆ La situation du Faso en tant que pays enclavé, sans littoral ;
- ◆ La performance compétitive de l'économie nationale.

1. L'intégration régionale du Faso et les valeurs socioculturelles

La question de la dimension socioculturelle dans l'intégration régionale se pose avec acuité dans toutes les régions du monde et particulièrement en Afrique, car ce continent reste une société agraire et fragmentée. Selon l'usage qui en est fait, les traditions peuvent constituer un frein ou un moteur à l'intégration régionale, un facteur de survie d'une communauté ou sa dimension folklorique. Il convient donc de se demander dans quelle mesure la "Patrie des Hommes Intègres" peut faire usage de ces valeurs qu'elle assume, y compris dans la Constitution.

1.1. Les valeurs socioculturelles dans le scénario de mondialisation déferlante

Ce scénario offre à l'évidence peu de possibilités d'action pour un pays comme le Faso, dont l'emprise sur une globalisation qui transforme tout en marchandise est faible. Néanmoins, il lui reste à saisir la chance que lui offre sa culture pour résister aux dangers sociaux de la mondialisation. Pour se faire une place dans le creux des vagues, il sera nécessaire de multiplier et d'élargir les grandes manifestations telles que le FESPACO et le SIAO. Elles constituent en effet une voie de valorisation, de diffusion de sa culture et de développement de liens plus solidaires avec les autres pays. A cette

condition, le Faso est en mesure d'assimiler et de filtrer les valeurs culturelles extérieures et de les transformer pour en tirer des profits.

Les faiblesses sont certes nombreuses et incitent à s'interroger sur la capacité de Faso à conserver son identité dans un processus qui tend à uniformiser et à homogénéiser tous les espaces ou, à contrario, à exclure ceux qui tentent de s'y opposer. Dans un tel contexte, le risque de domination de l'espace culturel burkinabé, voire de balayage de ses valeurs socioculturelles par les marchés globalisés est bien réel. Ce risque est amplifié par la faiblesse des moyens de production du pays et la dépendance financière vis-à-vis de l'étranger dans l'organisation des grandes manifestations culturelles.

En outre, la concurrence des pays qui acceptent de se plier aux injonctions de la déferlante dans l'espoir de l'accompagner, ne manquera pas de renforcer l'isolement de la "Patrie des hommes intègres" :

- ◆ par le haut, en l'absence d'une politique de mise en valeur du potentiel socioculturel du pays et de médiatisation des valeurs qui les structurent ;
- ◆ par le bas, avec une population livrée à elle-même, déracinée et une jeunesse qui affiche un comportement extraverti en adoptant tous les signes de la globalisation.

Il faut aussi admettre qu'une globalisation aussi excluante n'incline pas à traiter avec l'urgence requise les questions sociales, notamment la pauvreté. Toutefois il serait aussi dangereux de la banaliser que de se contenter de rappeler les grands principes de justice, de solidarité et de cohésion nationale pour se forger une place dans la globalisation.

Face à ces faiblesses, il convient de donner au Faso, une chance de participer à la globalisation sans y perdre son âme.

1.2. Les valeurs socioculturelles dans le scénario de marchés régionalisés

Dans une situation de mondialisation qui tend à régionaliser les marchés de produits et services autour de grands pôles, les chances du Burkina Faso d'en devenir un, sont faibles. Plusieurs pays à l'échelle africaine ont vocation à devenir des puissances économiques régionales, dont l'Afrique du Sud à l'échelle internationale, le Nigeria en Afrique de l'Ouest et dans une moindre mesure le Ghana, la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Mais pour que de grands pôles puissent émerger, jouer le rôle de relais mondiaux et continuer de prospérer, ces pays doivent être irrigués par des réseaux sociaux aussi denses que les réseaux technico-économiques qui devront les structurer. Ce n'est pas toujours le cas, compte tenu de leur tendance à l'extraversion. Une bonne part de leur performance dépend en définitive de la densité des relations qu'il convient d'établir avec des pôles secondaires, de la vitalité des médiations sociales qui s'y nouent et des dynamiques d'intégration sociales qui s'y instaurent.

Dans ces domaines, le Faso dispose d'atouts non négligeables qui lui permettent de s'affirmer au niveau régional à travers ses valeurs sociales que sont entre autres, le

sérieux et la rigueur dans la gestion. Le pays dispose aussi d'un cadre de vie propice qui permet de garder toutes les institutions régionales implantées sur son territoire et ce faisant, ne peut être mis à l'écart des débats malgré sa petite taille.

Il convient toutefois de ne pas oublier que toute dynamique de polarisation est foncièrement déstabilisatrice quand elle se traduit par :

- ◆ la perte progressive du sens de la solidarité du fait d'un écartèlement géographique vers les différents pôles économiques ;
- ◆ le repli sur soi faute d'occuper une place stratégique dans les réseaux qui structurent les pôles ;
- ◆ une insuffisante capacité d'exportation de valeurs socioculturelles ;
- ◆ les conflits d'intérêt entre des communautés locales qui se livrent à une concurrence à l'exportation.

Entouré de pays ayant de fortes identités culturelles et disposant, pour certains de la taille critique, le Faso peut néanmoins s'inscrire dans un scénario de polarisation, tout en conservant son autonomie.

1.3. Les valeurs socioculturelles dans le scénario de spécialisation régionale

Dans un contexte futur caractérisé par le décollage de l'Afrique et sa percée au niveau mondial, les valeurs socioculturelles constituent un atout indéniable qui permettent de :

- ◆ développer une compétence distinctive dans l'offre de produit naturel, voire authentique et dont la "traçabilité" ne pose pas de problème ;
- ◆ modifier les habitudes de consommation des burkinabé au profit de ces produits naturels ;
- ◆ imposer le style ou le mode de vie burkinabé à travers les produits exportés ;
- ◆ rendre plus visible sur le marché, les exploitations de petite taille qui sont les mieux à même de garantir le parfum naturel ou bio-écologique des produits offerts et d'acquérir la confiance des consommateurs ;
- ◆ développer la recherche pour une meilleure maîtrise des moyens de production.

Mais ni le Faso, ni les autres pays africains ne sont à l'abri des à-coups conjoncturels, surtout quand la percée africaine découle plus d'un consensus politique mondial que de l'efficacité de son système d'innovation. Aussi, faut-il s'attendre à ce que les risques non maîtrisés puissent l'emporter. Parmi ceux-ci, il convient de citer :

- ◆ le retour en grâce des produits génétiquement modifiés du fait d'une part, de l'incapacité de l'Afrique à offrir des produits naturels en quantité relativement à la demande et d'autre part, de la cherté des produits bio-écologiques qui les rendrait non accessibles aux consommateurs locaux ;
- ◆ la singularité du Faso en l'absence d'une position commune africaine par rapport à l'obligation d'accepter la domination ou la hiérarchie culturelle, qui est inévitable en échange de ce consensus ;
- ◆ l'indisponibilité en quantité suffisante de terre « à l'état nature » pour la production des produits bio-écologiques ;
- ◆ l'incapacité à maîtriser la chaîne de distribution des produits culturels valorisés.

Pour se maintenir dans un univers de spécialisation évolutive, le Burkina devrait en toute circonstance établir un équilibre entre la production bio-écologique et celle génétiquement modifiée.

1.4. Les valeurs socioculturelles dans le scénario de mondialisation rénovée

Ce scénario est particulièrement favorable aux pays qui sont en mesure d'offrir des valeurs et des aspirations nouvelles. Le Faso n'est pas en reste, ce qui lui permet d'apporter au monde un mode de raisonnement et de comportement nouveau, grâce à son patrimoine culturel et l'art de vivre burkinabé dont la réputation dépasse les frontières du continent.

Mais l'ouverture culturelle n'est pas une aventure sans dangers. Outre le risque de dissolution au contact de cultures fortes, comme celles de sociétés asiatiques et ou latino-américaines, il convient de ne pas négliger les conséquences de la perte de spécificité. Dans une société faite de tolérance et d'ouverture, il faut aussi s'attendre à ce que les populations développent une propension à consommer les valeurs extérieures et de surcroît, favorisent la spoliation du patrimoine. Au-delà de ces enjeux sociétaux, il reste la question centrale du coût financier, spirituel et moral de la mise au point des produits et services destinés à mettre l'Afrique sur un piédestal.

Dans une telle situation, les capacités à offrir au monde son identité culturelle, en rendant les valeurs socioculturelles accessibles, deviennent fondamentales.

2. L'intégration régionale du Faso et la situation des pays enclavés

Le désenclavement des pays sans littoral et la prévention de conflits qui pourraient résulter, soit de la rareté de l'eau, soit d'importantes disparités régionales ont, selon les scénarios des conséquences considérables, auxquelles le Faso doit s'adapter. Cette situation traduit la nécessité pour le pays, de prendre des initiatives politiques qui ne peuvent être laissées entre les mains des organisations sous-régionales. Ces initiatives devraient aller bien au-delà du rôle de plaidoyer ou de "pompier" en cas de conflits inter ou intra-étatique.

2.1 La situation des pays enclavés dans le scénario de mondialisation déferlante

Bien que situé en plein dans le "ventre mou" de l'Afrique, le Faso n'en dispose pas moins de considérables ressources minières et agricoles dont l'exploitation intéresse les multinationales. Dans un scénario de globalisation sans rivage, ces ressources ne sauraient rester longtemps à l'abri des appétits. Il importe, dès lors, de ne pas attendre que les prédateurs, à l'instar de ceux qui déstabilisent régulièrement les marchés des minerais et de l'or en particulier, se soient appropriés ces ressources.

L'argument de l'enclavement peut du reste jouer dans les deux sens. D'une part, pour attirer l'attention des investisseurs sur l'existence dans ces pays de marchés porteurs. D'autre part, pour servir d'obstacle naturel pour amortir les chocs spéculatifs en donnant à ces pays une marge dont ne dispose pas les autres pays exposés. La part active que le Faso prend dans la gestion d'organismes sous-régionales, comme le CILSS et le Liptako-Gourma constituent une bonne base d'élaboration d'une plateforme pour l'ensemble des pays enclavés d'Afrique et d'ailleurs.

Toutefois l'expérience en matière d'intégration régionale révèle que la situation des pays enclavés ou sans littoral est l'une des plus complexes qui soit, à cause d'une distribution généralement inéquitable des avantages et des coûts. Les régions périphériques d'une union économique demandent d'importants investissements de soutien pour éviter que leur situation n'empire avec la libre circulation des biens et services. De ce point de vue, un *lobbying* des pays enclavés qui disposeraient d'une audience plus grande que, par exemple l'UEMOA ou la CEDEAO, risque de déclencher une spirale de conflits ou à tout le moins de jeu non-coopératifs de la part des autres qu'y ne verraient qu'une stratégie destinée à gonfler le volume des subventions. En outre, une attitude activiste pourrait bien ne pas suffire dans un tel scénario, compte tenu du fait que l'enclavement est généralement perçu comme un facteur qui entrave la compétitivité des firmes.

La culture de la solidarité entre pays enclavés apparaît comme essentielle en présence d'une globalisation déferlante.

2.2. La situation des pays enclavés dans le scénario de marchés régionalisés

Dans ce scénario, les pays enclavés constituent un contrepois face aux pôles émergents. Bien regroupés et organisés, ils sont en mesure de participer au développement des pôles et de bénéficier des effets de réseau. Disposant de ressources minières, ces pays ont des possibilités accrues de valorisation au plan sous régional.

Dans ces conditions, il convient pour le Faso, de disposer d'une bonne capacité de négociation pour convaincre les marchés ou les régions phares, afin de leur faire supporter en partie les conséquences de l'enclavement du pays.

2.3. La situation des pays enclavés dans le scénario de spécialisation régionale

Dans ce scénario, le Faso est en mesure de bien se faire connaître au niveau international. Sa situation géographique lui permet de faire prendre en compte effectivement certains droits tels que le droit de transit et de libre circulation des biens et des personnes.

2.4. La situation des pays enclavés dans le scénario de mondialisation rénovée

Ce qui pouvait être assimilé à un handicap devient, dans ce scénario, source de complémentarité socio-économique et culturelle entre ces pays. Dans la mesure où ils renforcent leur leadership au niveau régional voire continental et mondial, ils contribuent à améliorer substantiellement l'accès aux ressources de l'aide publique extérieure.

Mais comme dans les scénarios précédents, la défense de la cause des pays enclavés comporte un prix, dont celui de ne pas être pas compris ou de laisser les projets sans suite faute d'un aval des partenaires extérieurs.

Flexibilité, adaptabilité et résilience sont les principes fondamentaux permettant au Faso de tirer la bonne carte dans ce scénario.

3. L'intégration régionale du Faso et la performance compétitive

Dans le passé, le Faso n'a pas toujours eu à jouer un rôle prépondérant dans l'intégration régionale. Cantonnée pendant longtemps au rôle de fournisseur de main d'œuvre aux pays voisins et de matières premières à l'exportation, le pays est appelé à affronter la concurrence d'autres espaces et à assurer la cohésion de son système national d'innovation, quel que soit le scénario.

3.1. La performance compétitive dans le scénario de mondialisation déferlante

La globalisation laisse intactes les chances d'un petit pays comme le Faso. Avec une économie bien structurée, une capacité de projection et des règles du jeu transparentes et efficaces, le Faso est en mesure de devenir un site attractif et étalon en matière de performance compétitive. Situé au carrefour des échanges, l'ensemble de la population du pays peut soutenir la transition vers une économie de services, reposant sur des infrastructures et des "infostructures" orientées vers la diffusion de l'innovation et l'appropriation des retombées.

Dans l'état actuel, l'insuffisance de l'infrastructure et de la logistique économique crée les conditions du "siphonnage" par d'autres systèmes d'innovation de la valeur ajoutée créée sur place. Plus performants compte tenu de la morphologie des réseaux qui les irriguent, ces derniers reposent sur une base technologique plus avancée tandis que leur orientation marché est plus affirmée. En fait, il ne s'agit pas seulement d'amortir le coût social de la globalisation, mais aussi d'assurer la cohésion du système national d'innovation, face aux agressions culturelles, aux fléaux que sont la prostitution, la

corruption, la délinquance, la drogue, les fonds voutour. Ce scénario suppose d'importantes capacités de gestion des risques industriels et financiers ou à défaut l'acceptation d'une dépendance contraignante vis-à-vis d'investisseurs publics ou privés au comportement versatile.

Pour parvenir à réaliser une échappée dans ce scénario, le Burkina ne pourra compter que sur son système d'innovation. Encore faut-il disposer d'une carte exacte des réseaux qui l'irrigent, pour pouvoir agir sur les canaux de diffusion.

3.2. La performance compétitive dans le scénario de marchés régionalisés

La multiplicité des pôles de développement autour du Burkina lui permet de jouer effectivement le rôle de plaque tournante des services dans la sous-région offrant ainsi des possibilités accrues de création de services (et de valeurs ajoutées) par le canal de l'acheminement et du transit vers ces pôles. Pour un pays dont la vocation agraire est aussi affirmée, ce scénario est celui d'une modernisation économique par le développement des services.

Il reste que dans une situation largement dominée par des rapports de hiérarchie entre pôles, toute attitude pro-active est perçue comme non-coopérative et par conséquent peut susciter l'opposition des autres acteurs mieux positionnés.

Il convient non seulement que le Burkina se prépare pour jouer le rôle de centre de régulation des services au niveau de la sous-région mais aussi que le cadre réglementaire régissant l'activité des services soit amélioré.

3.3. La performance compétitive dans le scénario de spécialisation régionale

Dans ce scénario, la compétitivité pour un pays sahélien comme le Faso, se paye d'un prix élevé, à cause notamment des pressions exercées sur l'environnement pour faire face à une demande de produits bio-écologiques de plus en plus exigeants en matière de traçabilité, alors que par ailleurs, il faut bien continuer de nourrir la population à partir de terres cultivables et d'une quantité d'eau en diminution constante. Dans cette équation, ce sont les populations pauvres qui sont toujours laissées pour compte.

Le risque de conflits voire de perte de leadership au profit de pays similaire qui excellerait plus dans le *sourcing* serait d'autant plus réel que le degré de spécialisation est élevé.

3.4. La performance compétitive dans un scénario de mondialisation renouvelée

Un scénario de rénovation mondiale à partir de l'Afrique permet au Faso de profiter de sa position géographique stratégique et de ses valeurs culturelles et sociales pour avoir un nouveau positionnement discret et stratégique au niveau régional.

En tant que pôle intellectuel, il peut aussi tirer profit du métissage culturel pour innover et diffuser ses valeurs à travers des produits et services culturels destinés au

marché mondial. L'image de l'Afrique et du Faso en serait modifiée durablement. Des notions comme les conflits, la pauvreté, le sous-développement tomberaient en désuétude.

Mais si le brassage culturel poussé et la concentration excessive sur les activités culturelles, devait déboucher sur la dissolution des cultures burkinabé et sur la marginalisation des autres secteurs, alors les conséquences seraient aussi grandes pour l'identité culturelle du pays et sa compétitivité.

Bien que ce scénario soit fondé sur son énergie culturelle propre, le Burkina devra développer de gros efforts afin de tirer de la richesse (générer de la valeur ajoutée) de la mutation culturelle en accroissant sa capacité à offrir des services marchands fondés sur des éléments culturels et intégrant des aspects sociaux.

III. Thèmes Fédérateurs d'une Vision Régionale du Faso à l'Horizon 2025

Le Burkina Faso joue encore dans la cour des petits et non dans celle des grands. Le pays doit donc opter pour un positionnement exemplaire et distinctif dans l'espace régional afin de devenir un acteur dynamique de l'intensification des relations à l'intérieur de la sous-région et de tirer partie des espaces de manœuvre pour réaliser des axes de percée stratégiques.

En un, mot une vision régionale qui fait du Faso

*"le catalyseur et le stimulateur d'une
intégration régionale,
porteuse d'épanouissement socioculturelle,
tirée par les services innovants,
et valorisant sa position centrale."*

Cette Vision, le Faso la transforme en réalité à travers trois orientations stratégiques qui se situent au carrefour des trois champs politique, économique et sociale et se déclinent en autant d'ambitions.

1. Stimuler la dimension socioculturelle dans l'intégration régionale

Les capacités fondamentales du Faso se situent au niveau des valeurs socioculturelles qui peuvent être cultivées comme éléments de référence pour les autres. Il s'agit notamment de l'amour du travail, l'accueil, l'hospitalité, la créativité, le patriotisme, la sagesse, l'authenticité, le dynamisme, la vitalité et le sens de l'organisation. En valorisant ces énormes atouts, le Burkina pourrait devenir un géant politique à l'horizon 2025.

Objectif :

*Affirmer les valeurs socioculturelles du Burkina Faso
comme référence dans l'espace régional, voire mondial*

Enjeu majeur :

La reconstruction des liens sociaux en Afrique

Les atouts du Burkina Faso :

- des réformes structurelles qui font du Burkina Faso un bon élève du FMI et de l'UEMOA ;
- une stabilité politique et des efforts pour développer une culture démocratique et participative, qui font du Burkina un modèle de bonne gouvernance ;
- une capacité à maintenir la cohésion en raison de la parenté et de la solidarité entre les ethnies, qui le présente le Burkina Faso comme un modèle de cohésion sociale.

Les menaces latentes :

- le risque de fragmentation de l'Afrique de l'Ouest lié à l'émergence de groupes d'intérêts fermés ("ethnicisation", lobbies divers), d'autant plus que le pouvoir des chefs coutumiers sur la population s'érode, et que l'on observe une dégradation des mœurs et la montée de la délinquance juvénile ;
- l'insécurité alimentaire susceptible de menacer la paix sociale ;
- l'inefficacité des dispositifs de lutte contre la corruption ;
- les dysfonctionnements des mécanismes internes de gestion des conflits et de conciliation.

Les moyens d'action :

- mener des expériences pilotes de normalisation notamment dans le domaine de la santé ou de la femme ;
- renforcer les communautés ethniques transfrontalières.
- Multiplier les initiatives transfrontières de réappropriation des traditions qui légitiment l'intégration régionale.

2. Impulser l'intégration mondiale des pays enclavés, sans littoral

L'image d'un continent en conflits colle désormais à l'Afrique comme une peau. Mais, chaque avancée dans l'intégration régionale est porteuse aussi d'une dose supplémentaire de conflits, notamment entre les pays enclavés ou sans littoral et les pays côtiers. Ni les organisations régionales, ni les mécanismes de résolution et de gestion des conflits ne sont outillés pour prendre en charge les problématiques de ces

pays. C'est pourquoi le Burkina pourrait s'affirmer par ses actions de défense des intérêts internationaux de pays qui lui sont similaires.

Objectif :

Prendre le leadership dans la prise en compte au niveau international des problèmes spécifiques aux pays enclavés

Enjeux majeurs :

- assurer la stabilité politique de la sous-région et promouvoir la démocratie pour éviter les risques de désintégration régionale ;
- réduire les disparités régionales ;
- renforcer la présence du Burkina Faso dans le monde en se servant des instances régionales comme tremplin.

Atouts du Burkina Faso :

- une stabilité politique et un modèle de bonne gouvernance ;
- des capacités de dialogue politique, tolérance et volonté affichée de rechercher une paix durable
- une expérience en matière d'organisation de rencontres régionales et internationales ;
- la présence sur son sol du siège de plusieurs organisations sous-régionales œuvrant dans le domaine de l'intégration ;

Menaces latentes :

- la vulnérabilité aux conflits et aux troubles politiques des pays africains

Moyens d'actions :

- disposer d'une capacité de proposition de résolutions ;
- fournir un appui humanitaire adapté à la situation des zones enclavées ;
- mettre la politique étrangère du Burkina Faso au service de la coopération entre les pays enclavés ;
- mettre en œuvre une diplomatie du "désenclavement" et de présence dans le monde des pays enclavés ;
- renforcer les capacités opérationnelles des fournisseurs d'accès à la mer ou autres continents.

3. Valoriser les services, diffuser l'innovation

Le Burkina Faso, ne disposant pas de beaucoup d'atouts sur le plan économique, doit rechercher de nouveaux créneaux sur le marché régional et mondial. La position géographique du pays et son capital social au sens large lui permettent de tirer de la valeur ajoutée s'il se positionne en plate-forme des services et d'intermédiaire des échanges dans la sous-région.

Une diplomatie micro-économique active pourrait faire du Burkina un pôle d'intervention et d'implantation des partenaires multilatéraux et bilatéraux d'autant plus que l'environnement international lui est favorable.

Objectif :

*Devenir un pôle d'attraction et une plate forme des services
au niveau sous-régional, voire régional*

Enjeux majeurs :

- capter la valeur ajoutée en devenant une plate-forme nodale sous-régionale

Atouts du Burkina Faso :

- Positionnement géographique : des frontières avec 6 pays
- Terre d'accueil ;
- plaque tournante des communautés sous-régionales ;
- existence d'infrastructures pédagogiques performantes, d'un potentiel de formateurs et d'un projet de création d'un centre de formation touristique et hôtelière

Menaces latentes :

- existence de lacunes et déficiences considérables dans le système d'innovation (structures de financement de la RD) ;
- forte polarisation par d'autres systèmes d'innovation.

Moyens d'actions possibles :

- mise en place de *sourcing* collatéraux dans des filières porteuses ;
- développement d'une infrastructure touristique ;
- rapprochement des communautés d'intérêts ;
- initiatives culturelles à l'échelle mondiale ;
- transformation en "port sec" de la sous-région
- multiplication des projets innovants.

A. Actions horizontales

Ces actions permettent au Faso de naviguer entre les scénarios et de tirer son épingle du jeu, quelle que soit l'allure qu'ils emprunteront.

1. Affirmer les valeurs socioculturelles du Burkina Faso comme référence dans l'espace régional

- ◆ mener des expériences pilotes de normalisation notamment dans le domaine de la santé ou de la femme ;
- ◆ renforcer les communautés ethniques transfrontalières ;
- ◆ multiplier les initiatives transfrontières de réappropriation des traditions.

2. Prendre le leadership dans la prise en compte au niveau international des problèmes spécifiques aux pays enclavés.

- ◆ disposer d'une capacité de proposition de résolutions ;
- ◆ fournir un appui humanitaire adapté à la situation des zones enclavées ;
- ◆ mettre la politique étrangère du Burkina Faso au service de la coopération entre les pays enclavés ;
- ◆ mettre en œuvre une diplomatie du "désenclavement" et de présence dans le monde des pays enclavés ;
- ◆ renforcer les capacités opérationnelles des fournisseurs d'accès à la mer ou autres continents.

3. Devenir un pôle d'attraction et une plate forme des services au niveau sous-régional, voire régional

- ◆ mettre en place des *sourcing* collatéraux dans des filières porteuses
- ◆ développer l'infrastructure touristique
- ◆ favoriser le rapprochement entre les unités actives (entreprises, communautés, individus dotés d'un capital) qui opèrent depuis le Faso dans le LG, l'UEMOA, la CEDEAO, la CEA ;
- ◆ prendre des initiatives culturelles à l'échelle mondiale ;
- ◆ développer une image de "port sec" de la sous-région ;
- ◆ mettre en œuvre des projets pilotes innovants (parcs technologiques, incubateurs, télé-services, bourses électroniques)

B. Actions thématiques

Il s'agit, dans la plupart des cas, de lignes d'actions ou de politiques spécifiques à mettre en œuvre. Les actions thématiques sont cadrées sur les scénarios et permettent, soit d'en atténuer le choc, soit de saisir les opportunités qu'ils créent. C'est dire que leur définition pourrait évoluer au fur et à mesure que des évaluations d'impact des scénarios seront réalisées. Leur mise en œuvre doit être dans une certaine mesure modulée en fonction des résultats d'analyses complémentaires.

1. Scénario de mondialisation déferlante

- ◆ utiliser la diplomatie et les relations du passé pour améliorer ses relations avec ses partenaires du nord ;
- ◆ développer une stratégie d'adaptation au contexte en se fondant sur ses valeurs socioculturelles ;
- ◆ développer une stratégie de valorisation du fond culturel ;
- ◆ chercher à exporter sa culture par le canal des NTIC ;
- ◆ filtrer les éléments culturels venant de l'extérieur ;
- ◆ développer les relations intra-communautaires et jouer sur la solidarité ;
- ◆ vitaliser les valeurs culturelles afin de garder des repères en plaçant la culture à un rang qui dépasse le simple secteur ;
- ◆ renforcer la solidarité entre pays enclavés ;
- ◆ développer le système d'innovation. ;
- ◆ assurer la sécurité des investisseurs.

2. Scénario de marchés régionalisés

- ◆ s'accrocher à sa culture et à ses valeurs sociales pour se faire une place au sein des ensembles constitués ;
- ◆ développer des capacités de synthèse, d'assemblage et d'innovation de ses valeurs culturelles à exporter parant de ce fait aux risques de frustration ;
- ◆ obtenir des grands marchés ou des régions phares un accord sur le principe du partage du coût de l'enclavement du pays ;
- ◆ amener les partenaires du Faso à mieux prendre en compte certains droits tels que le droit de transit et de libre circulation des biens et des personnes ;
- ◆ assurer le rôle de régulation des services au niveau de la sous-région ;
- ◆ améliorer le cadre réglementaire régissant l'activité des services.

3. Scénario de spécialisation régionale

- ◆ maintenir un équilibre entre la production bio-écologique et celle génétiquement modifiée ;
- ◆ favoriser le développement des infrastructures de stockages à même de canaliser l'élevage de la sous-région ;

- ◆ développer les capacités d'offre des services au-delà des points d'embarcation des produits vers l'extérieur ;
- ◆ disposer de stratégies de contrôle et de normalisation ;
- ◆ développer des stratégies d'atténuation de la pauvreté et de la marginalisation.

4. Scénario de mondialisation renouvelée

- ◆ développer les capacités d'offre de biens et services culturels ;
- ◆ s'inspirer de l'expérience des pays émergents pour se faire une place.
- ◆ développer la culture de la tolérance ;
- ◆ renforcer l'image extérieure ;
- ◆ faire preuve de souplesse et de flexibilité dans les négociations ;
- ◆ Soutenir les efforts de valorisation culturelle ;
- ◆ Accroître la capacité d'offre des services marchands fondés sur des éléments culturels et intégrant des aspects sociaux.

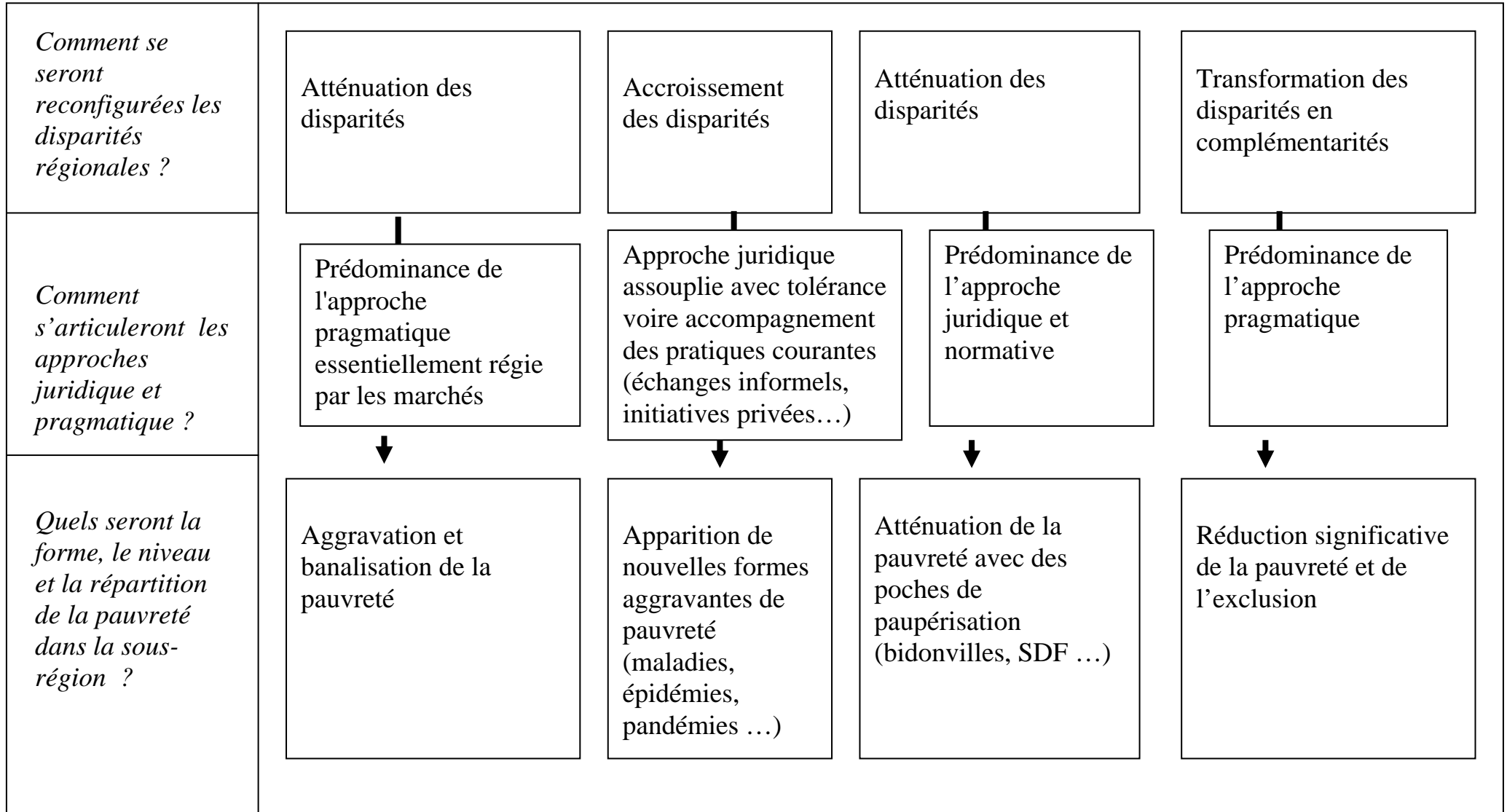
Compte tenu du travail considérable déjà accompli par les experts, il ne s'agit là que de suggestions :

Tâches
1. Relecture
2. Rédaction du rapport final Développer les scénarios, si nécessaire : au plan politique, social, économique, stratégique, spatial au plan mondial, régional, sous-régional et des pays frontaliers Enrichir la vision et préciser les actions Intégrer les commentaires Compléter les annexes (méthodologie, liste des participants...)
3. Préparation d'une "note d'orientation" destinée aux autorités politiques
4. Préparation d'une version spéciale destinée à être diffusée auprès des autres acteurs burkinabé en vue du partage
5. Préparation éventuelle d'une version destinée à éditer en direction du "grand public"

SCENARIOS	Mondialisation déferlante L'Afrique hors jeu 1	Marchés régionalisés L'Afrique polarisée 2	Spécialisation régionale Percée Africaine 3	Nouvelle mondialisation L'Afrique participe 4
-----------	--	--	---	---

*Questions clés
Incertitudes majeures*

<i>Sous quelles formes la globalisation se manifestera - t - elle ?</i>	Uniformisation et standardisation des marchés et produits avec l'Afrique consommateur passif	Adaptation régionale des produits et services avec <i>sourcing</i> régional	L'Afrique fournisseur de produits distinctifs (bio-écologiques) au niveau mondial	L'Afrique comme acteur d'une mondialisation refondée autour de puissances émergentes
<i>Comment se caractérisera la situation géopolitique dans la sous-région ?</i>	Sous-région comme espace de cohabitation formelle avec des foyers de conflits	Prééminence des pôles économiques sous-régionaux (axes Nigéria-Ghana, Côte d'Ivoire – Sénégal)	Sous-région comme entité stable et relativement homogène	Emergence d'un noyau de stabilité politique et d'ancrage culturel sahélien
<i>Quels seront les principaux ressorts de rapprochement de l'intégration régionale ?</i>	Constitution « à la carte » de communautés d'intérêts autour de préoccupations spécifiques (sectorielles, thématiques)	Constitution de regroupement durable par suite d'un événement fédérateur	Constitution de communautés autour de critères de convergence économique et financière	Les communautés ethnolinguistiques comme tremplin de l'intégration régionale



LE BURKINA FASO ET L'INTEGRATION REGIONALE EN 2025

ANNEXES

1. Taux de croissance du PIB en % de PPA 1992

	1996-2000		2001-2010		2011-2020		1995-2020	
	SR*	SI**	SR	SI	SR	SI	SR	SI
TOTAL	4,3	3,5	5,0	3,1	4,9	2,8	4,8	3,1
OCDE	2,7	2,7	3,0	2,3	2,7	1,6	2,8	2,1
Hors OCDE	6,5	4,7	6,9	4,1	6,5	3,9	6,7	4,2
Cinq grands***	7,2	5,4	7,3	4,5	6,7	4,3	7,1	4,6
Autre PED	5,9	4,0	6,5	3,7	6,2	3,5	6,3	3,7
Afrique Sub saharienne	4,6	2,8	5,0	2,8	5,8	2,6	5,2	2,7

SR : scénario de croissance rapide SI : scénario de croissance lente

Cinq grands: Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Russie

Source: OCDE

2. Croissance du commerce 1990-1996, en %

Zones géographiques	importations	exportations
Europe occidentale	5	6
Asie	11	10
Amérique du Nord	8	8
Amérique latine	14	9
Pays en transition	6	7
Moyen Orient	6	4
Afrique	2	5

3. Croissance mondiale

Agrégats en volume et %	1997	1998	1999
PIB Mondial	4,0	2,7	3,0
OCDE	3,1	2,4	2,0
hors OCDE	5,2	3,0	4,2
Importations mondiales	9,6	5,6	5,7
OCDE	9,7	6,6	5,0
hors OCDE	9,7	3,1	7,0

Source: Rexecode

4. Répartition géographique du commerce mondial en 1996 (%)

Zones géographiques	importations	exportations
Europe occidentale	42,45	44,6
Asie	25,03	25,59
Amérique du Nord	18,88	16,16
Amérique latine	5,18	4,86
Pays en transition	3,30	3,83
Moyen Orient	2,71	3,22
Afrique	2,41	2,26

Source : Le Monde

6. Le taux d'ouverture des économies

Part des exportations, en % du PIB	1986	1991	1996
États-Unis	7,0	9,6	10,8
Japon	11,7	10,5	10,4
Allemagne	32,8	26,8	25,5
Royaume-Uni	26,7	23,3	28,6
France	22,2	24,5	25,0
Corée	38,3	28,6	32,2
Indonésie	19,7	25,1	26,2
Brésil	9,4	9,1	7,4*
Mexique	21,5	17,6	33,1

*1995

7. L'ouverture et ses effets positifs sur les PED par type d'économies

Croissance annuelle du PNB/HAB, en %	1963-73	1974-85	1986-92
Très ouvertes	7	6	5,8
Modérément ouvertes	4,8	2,1	2,3
Modérément fermées	4,0	1,8	-0,9
Très fermés	1,3	-0,2	-0,1

Sources FMI, OMC, CEPII, Le Monde

5. Croissance en valeur du commerce mondial de marchandises par région, 1990-1998

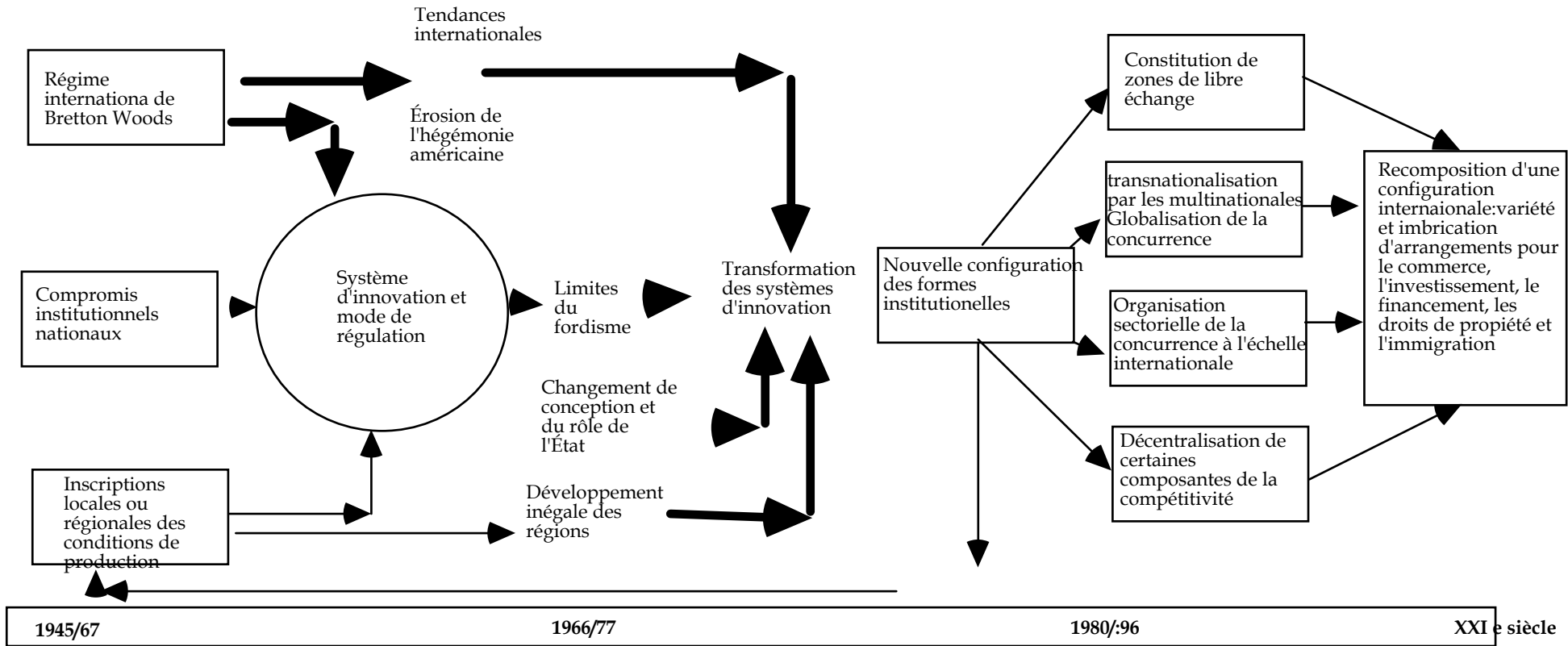
(Milliards de dollars et pourcentage)

Exportations (f.a.b.)					Importations (c.a.f.)				
Valeur	Variation annuelle en pourcentage				Valeur	Variation annuelle en pourcentage			
1998	1990-1995	1996	1997	1998	1998	1990-1995	1996	1997	1998
5 225	7,5	4,5	3,5	-2,0	5 410	7,5	5,0	3,0	-1,0
898	8,5	6,5	9,5	-1,0	1 151	8,0	6,0	10,5	4,5
274	9,0	12,5	10,0	-2,0	339	14,5	9,5	19,0	5,0
118	14,0	20,5	15,0	6,5	129	12,5	25,5	23,5	14,0
157	7,0	8,0	7,0	-7,0	211	15,5	2,5	16,5	0,5
2 338	6,0	3,5	-0,5	2,5	2 359	5,5	3,5	-1,5	5,0
2 171	6,5	3,5	-0,5	3,0	2 163	5,5	3,0	-2,0	5,5
178	7,0	6,5	5,0	-1,0	207	5,0	17,0	9,5	3,0
99	7,5	6,0	8,0	9,0	133	11,5	17,0	7,0	11,5
106	0,5	16,5	2,0	-16,0	129	5,5	-1,0	6,0	-1,5
26	3,5	5,5	6,0	-15,0	29	10,5	-1,5	9,5	-11,0
138	1,5	17,0	4,0	-21,0	139	5,5	7,0	6,5	-6,0
1 294	12,0	0,5	5,5	-6,0	1 090	12,0	4,5	0,5	-17,5
388	9,0	-7,5	2,5	-8,0	281	7,5	4,0	-3,0	-17,0
184	19,0	1,5	21,0	0,5	140	20,0	5,0	2,5	-1,5
504	14,0	3,0	2,5	-7,5	438	15,0	3,0	0,5	-25,0

OMC

Graphique

Vers une nouvelle configuration internationale

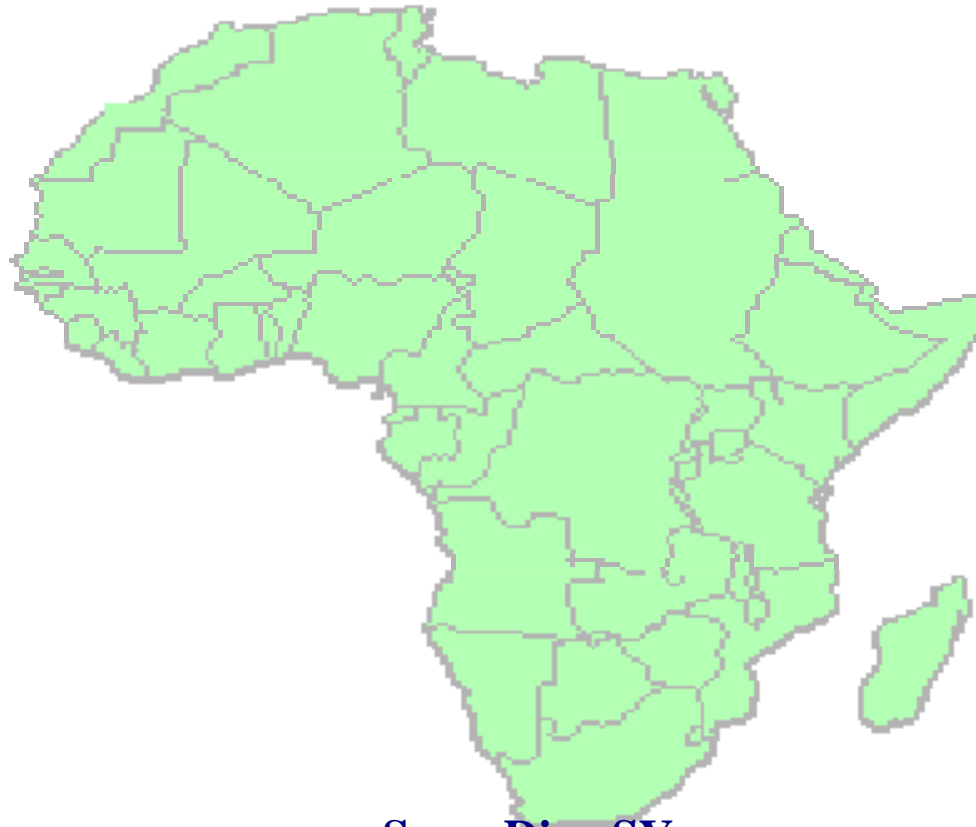


Sources: R. Boyer; 1997

II. L'intégration régionale en 2025 : les problématiques

L'Intégration Régionale en 2025

Problèmes et Perspectives pour l'Afrique de l'Ouest



Sams Dine SY
Séminaire de Prospective Stratégique Régionale
Ouagadougou, août 1999

THEMES DE LA PRESENTATION

La dynamique de la régionalisation de l'économie mondiale

Les problématiques de l'intégration régionale

La situation de l'Afrique de l'Ouest

Les enjeux stratégiques

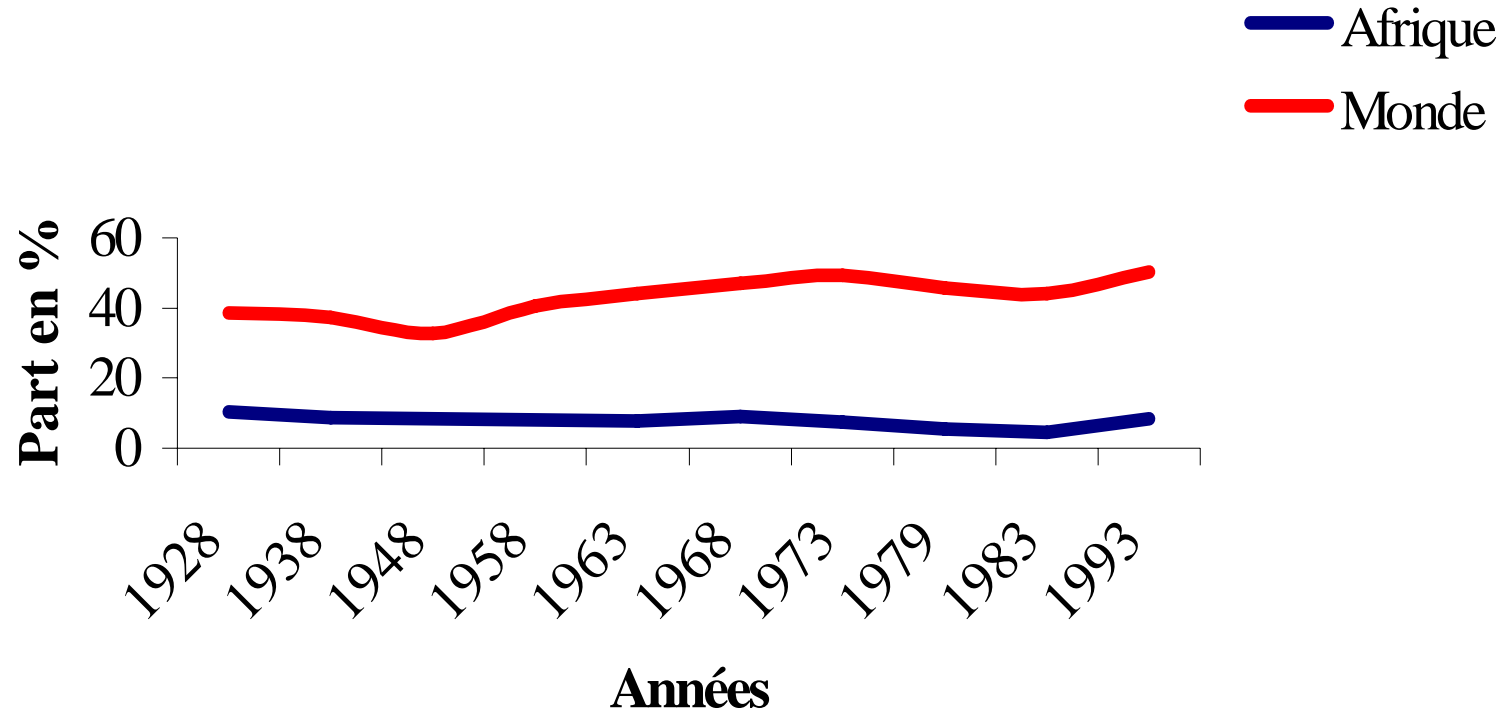
Les scénarios en présence et leurs implications

La nécessité d'une vision régionale

LA REGIONALISATION DE L'ECONOMIE MONDIALE

Les échanges intrarégionaux *

L'Afrique échange peu : sa part est la plus faible



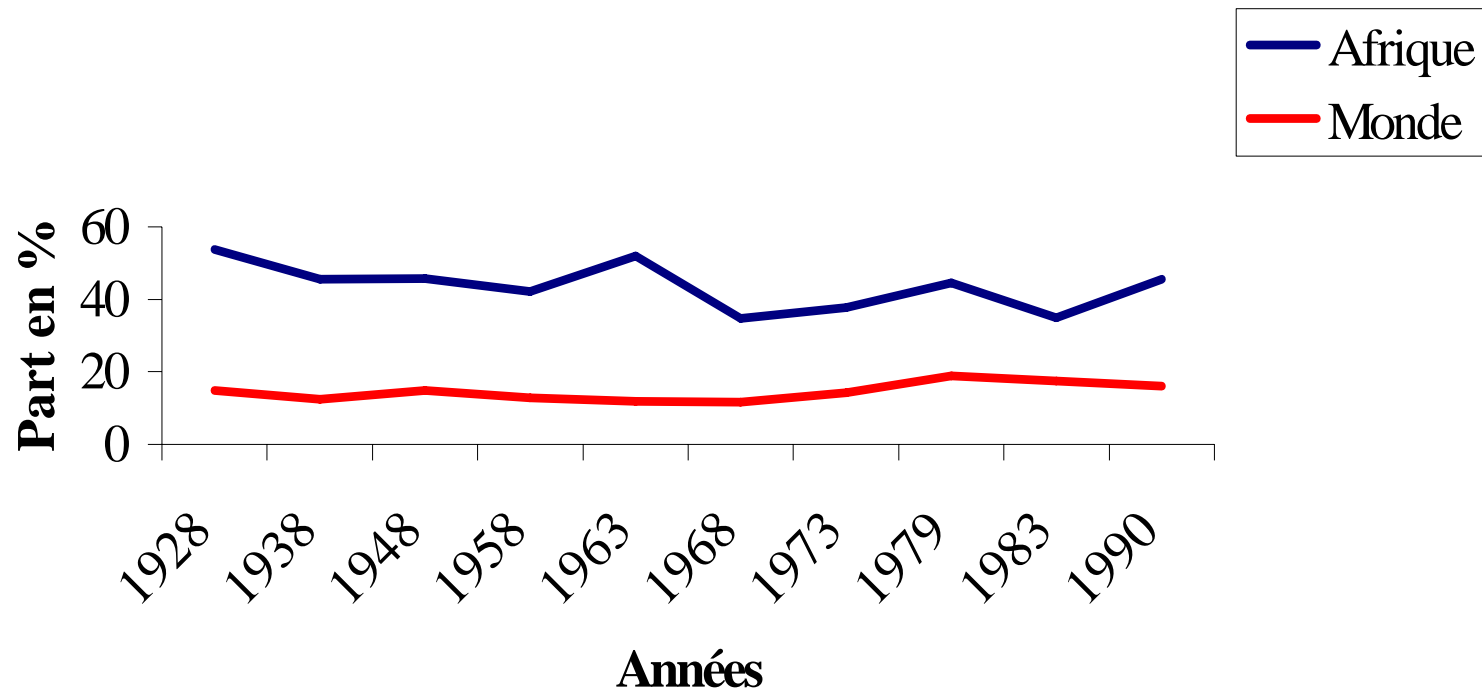
Moyenne : Afr : 16 Eur : 58 Asie : 45 Am : 30 Monde : 34

* % du total des importations et des exportations

(source Ramses 97)

La dynamique de la régionalisation

Les échanges extrarégionaux*



L'Afrique échange mal : sa part est la plus élevée mais elle porte sur des matières premières contre des produits manufacturés pour les autres

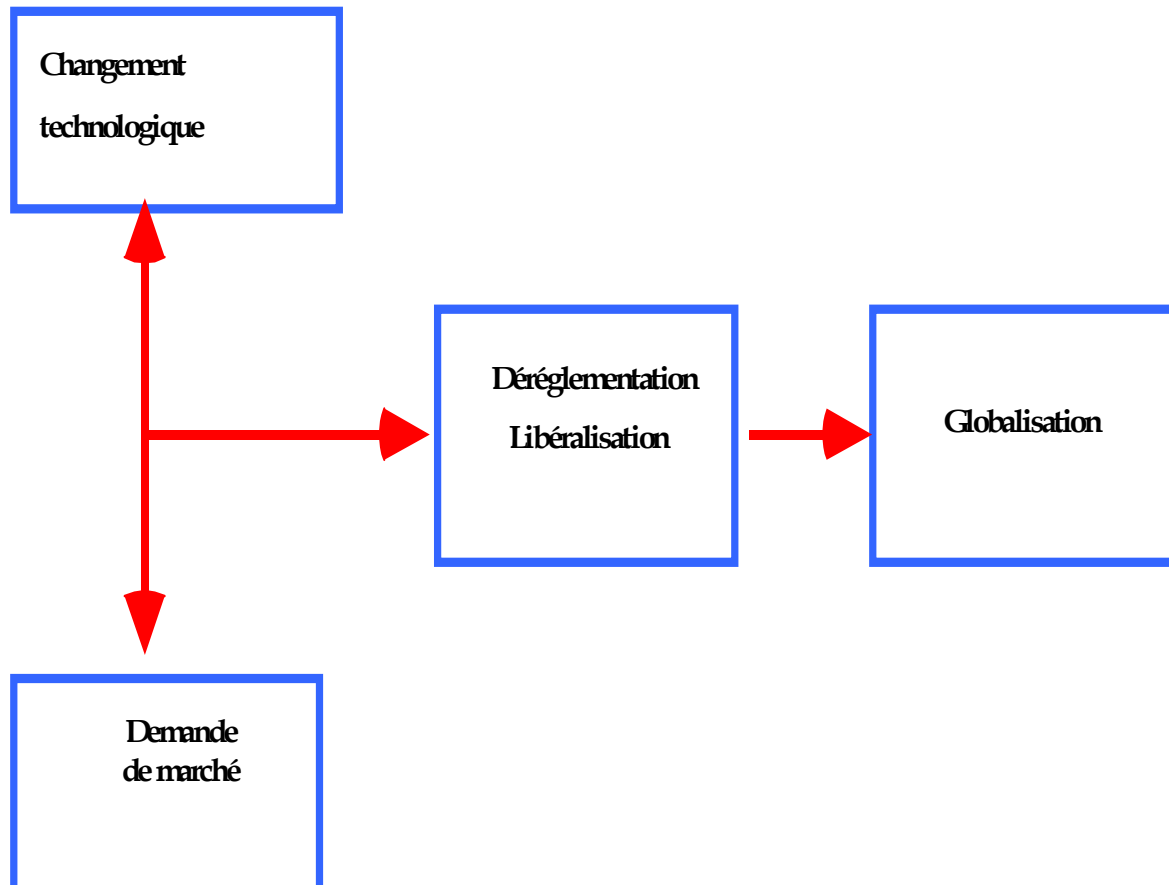
Moyenne : Afrique : 45 Euro : 16 Amér 13 Asie 15 Monde 16

* moyenne des exportations et des importations en % du PIB

(source Ramses 97)

La dynamique de la globalisation

Pratiquement achevée dans plusieurs domaines...



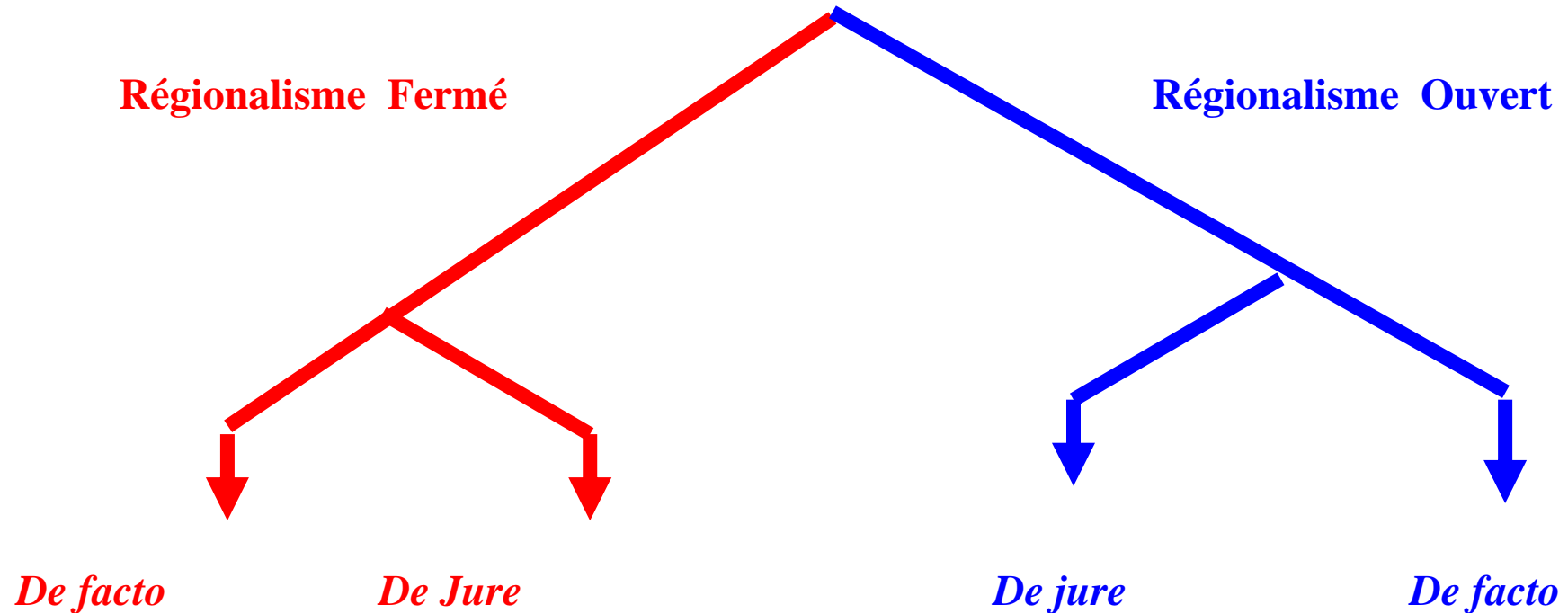
- Finance
- Technologies de l'information & comm
- Investissements directs
- Commerce
- Migrations de main d'oeuvre qualifiée

...elle ordonne les problématiques de l'intégration

régionale et explique la multiplication des accords régionaux

La pyramide de la régionalisation

Pour amortir les chocs et tirer profit de la globalisation, les Etats réagissent



en (s') imposant
des contraintes institutionnelles

en sélectionnant
leurs partenaires

↓
Par la force

↓
des règles du GATT

↓
**Dans le respect
de l'OMC
des Forces du Marché**

<i>Niveau</i>	Territoire, province colonie	Pays, Etat Plusieurs pays d'un continent	Marché, Secteur, Politiques Autour de la Triade	Marché Réseaux d'entreprises
<i>Concept de Base</i>	Intégration -contrainte	Intégration-contrainte	Intégration-sélection	Intégration-sélection
<i>Modalité Nature du projet</i>	Territoires peu ouverts -	Intégration positive Grand marché protégé	Intégration négative Grand marché ouvert	Stratégie globale Marché mondial
<i>Mode de Coordination</i>	Régalien Impérial	Hiérarchique	Mixte (marché et hiérarchie)	Marché
<i>Rôle de l'Etat</i>		Régulateur Fédérateur	Stratège Gérant des externalités	Fournisseur d'externalités positives
<i>Exemples</i>		CEA, CEDEAO, UE, grandes fédérations, ASEAN, MERCOSUR, ALENA, PECO, CEI, Zone Franc	UE "élargie" ASEM, ZLEA, Euro-ACP, Euro- Méditerranée	APEC

L'Afrique face aux marchés

Beaucoup d'appelés, peu d'élus

	Compétitivité	Amélioration	Optimisme des investisseurs*
Moyenne	0.006	13.08	13.00
Déviati Standard	0.4176	5.55	4.51
Minimum	-0.79	2.38	3.61
Maximum	0.87	22.69	23.13
Nbre de pays	23	19	20
Pays positionnés	Maurice Tunisie Botswana Namibie Maroc Egypte	Ouganda Ghana Mozambique Zimbabwe Tanzanie	Mozambique Tanzanie Ouganda Egypte Ethiopie Zambie

Prime aux petites économies dynamiques, stables, ayant de solides bases pour l'export et assimilables à des sites attractifs :

Indicateur de concentration (des exports et de la destination) proche de 0

moyenne 32 pays africains 0.50 à 0.80

Pays indust : 0.06- 0.08

Indicateur de diversification proche de 0

moyenne 32 pays africains proche de 1 : 0.85 (Faso : 0.93)

Pays indust : 0.22-0.27

* WEF, OMC

LES PROBLEMATIQUES REGIONALES

Des problématiques complexes et différenciées

⊖ Intégration entre pays inégalement développés

➔ Effet de création et effet de diversion

➔ Coordination ou indépendance des approches
du développement

⊖ Quelle forme d'intégration est plus profitable ?

➔ Union douanière ? ZLE ? Intégration économique ?

⊖ Quelles clés de répartition des avantages et des coûts ?

Une variété de séquences & dispositions, de projets et d'enjeux

Une variété de séquences et de dispositions

Les séquences de l'intégration régionale	Les dispositions les plus courantes
<p>Zone de libre échange abolition des droits de douane et des barrières tarifaires</p>	Barrières douanières
<p>Union douanière ZLE + TEC</p>	TEC
<p>Marché commun UD + Libre circulation des facteurs</p>	Règles d'origine
	Libre circulation des personnes et des biens
	Libre prestation des services
<p>Union économique MC + coordination des politiques économiques</p>	Libre circulation des capitaux
	Barrières non tarifaires - normes techniques et/ou sociales - accès aux marchés publics - concurrence - recherche et innovation ..
<p>Intégration économique UE + unification des politiques économiques et monétaires</p>	Règlement des différends
<p>Union politique IE + unification des autres politiques publiques + parlement + gouvernement + cour de justice</p> <p>Union sociale <i>Système unifié de santé, de recherche, d'éducation et de protection sociale</i></p>	Constitution ou Autorité de régulation

La CEA et ses étapes ... la CEDEAO

1.	1992-1997 Rationalisation et renforcement des Communautés
2.	1998-2005 Stabilisation des barrières douanières au niveau de 1991 Renforcement de l'intégration sectorielle Coordination Etudes
3.	2006- avant 2015 Suppression des barrières douanières Création de ZLE et d'Unions douanières
4.	2016-2017 Création d'une union douanière africaine
5.	2018-2021 Etablissement du marché commun Harmonisation des politiques économiques Libre Circulation des Cap & des Pers Politiques communes
6.	2022-2026 au plus tard Communauté Economique Africaine Monnaie et Banque centrale unique Parlement africain

La ZONE FRANC et ses chantiers

Rapprocher l'UEMOA et la CEMAC en regroupant les moyens

Droit des affaires OHADA

Assurances CIMA

Organismes de protection sociale CIPRES

Production de statistiques AFRISTAT

Réussir le rattachement à l'Euro

1999-2000 : Transition FF / Euro

2001 : Disparition du FF

L'UEMOA et ses projets

Missions et Institutions

Commission, Cour de Justice, Cour des Comptes, Comité Interparlementaire, Chambre Consulaire Régionale

Union douanière et Marché commun

TEC

Libre circulation des personnes et droit d'établissement

Renforcement de la surveillance multilatérale

Harmonisation des législations

Elargissement à l'Afrique de l'Ouest : de nouveaux enjeux

LA SITUATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

Un commerce inter & sous-régional en expansion

Commerce intra-Uemoa

Commerce intra-Cedeao

Une réponse collective aux conflits politiques et à l'insécurité

ECOMOG ANAD

Une prise en compte progressive des dynamiques réelles

La dynamique des migrations en Afrique de l'Ouest

La dynamique des échanges informels

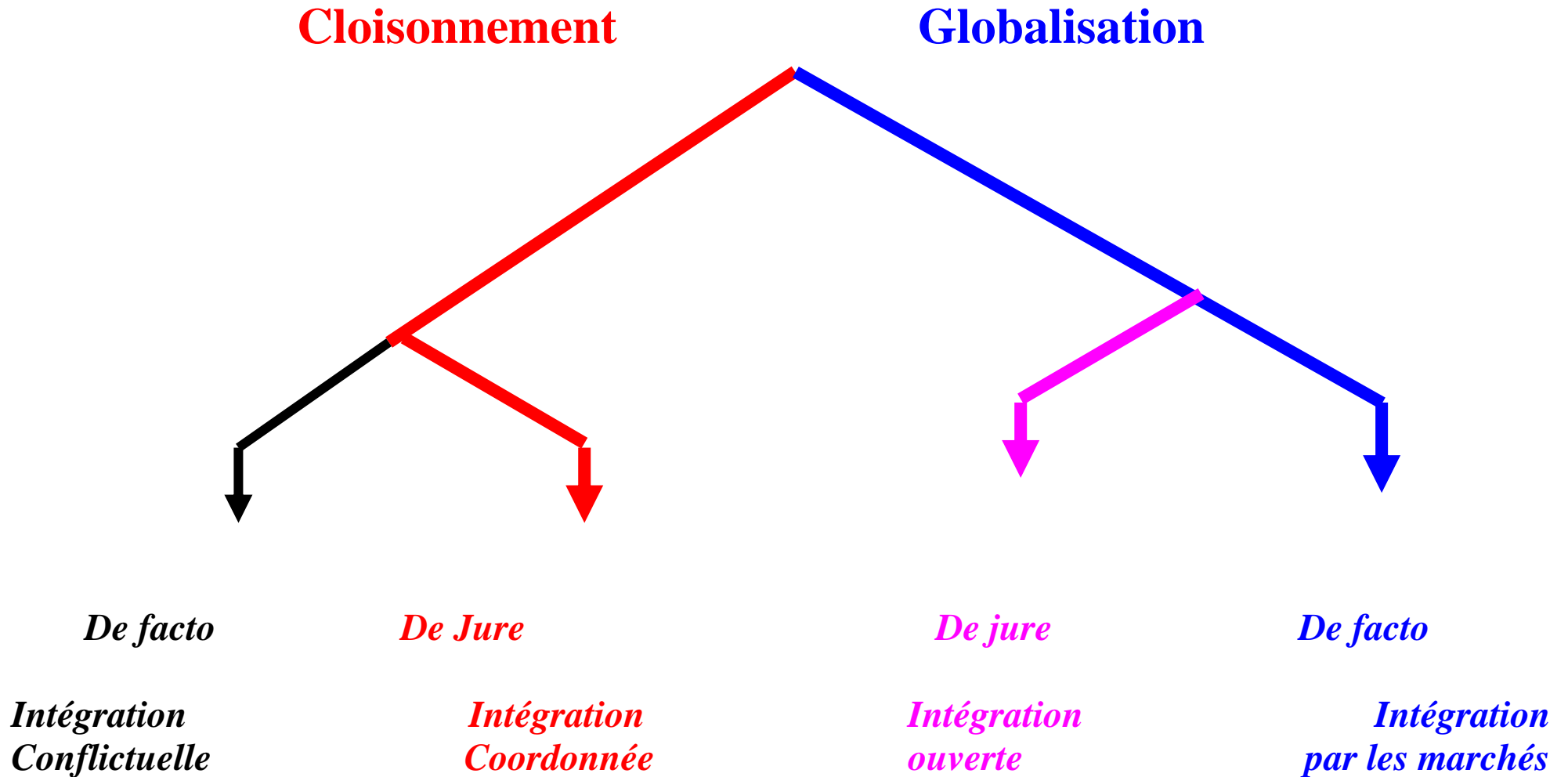
La dynamique de la polarisation

La dynamique de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest est impulsée, de fait par les opérateurs privés et les commerçants

LES ENJEUX STRATEGIQUES

Economiques	Intégration monétaire ou économique ? Valoriser les acquis de la Zone FCFA sans la déstabiliser ?
Politiques	Intégration ou exclusion des pays pauvres Maintenir la solidarité et la cohésion entre des pays inégalement développés (PMA & PRI) ?
Sociaux	Intégration informelle ou institutionnelle ? Concilier deux dynamiques apparemment contradictoires ?
Spatiaux	Intégration interne ou aux marchés globalisés ? Faire de la région un <i>HUB</i> sans créer des effets de ségrégation, des anisotropies spatiales ?

Options possibles en matière d'intégration régionale



Options possibles

Hypothèses sur les changements

	↓	↓	↓	↓
Vitesse :	Chaotique	Ralentie	Maîtrisée	Rapide
Direction :	A reculons	Pilotée	Impulsée	Autonome
Sens :	- (régression)	-/=	=/+	+ (progrès)
Marge de manœuvre :	indéterminée	aléatoire	Possibilité de réforme	Faible
Point d'aboutissement	Désintégration régionale	Intégration régionale	Intégration interrégionale	Intégration globale
Durée :	Une décennie ?	Une à deux décennies ?	Deux décennies ?	Un quart de siècle ?
Chances de succès :	Grandes si inaction	Incertaine selon les pays et les régions	Incertaine selon les régions et les domaines	Hautement risqué
Observations	Probable mais insupportable	Probable en l'absence de symétrie entre les obligations et les responsabilités des nations	Désirable pour réduire la pauvreté planétaire et garantir une croissance durable	Difficilement supportable, compte tenu du coût social

Les perspectives de croissance

	1996-2000		2001-2010		2011-2020		1995-2020	
	SR*	SI**	SR	SI	SR	SI	SR	SI
Afrique Sub saharienne	4,6	2,8	5,0	2,8	5,8	2,6	5,2	2,7
OCDE	2,7	2,7	3,0	2,3	2,7	1,6	2,8	2,1
Hors OCDE	6,5	4,7	6,9	4,1	6,5	3,9	6,7	4,2
Cinq grands***	7,2	5,4	7,3	4,5	6,7	4,3	7,1	4,6
Autre PED	5,9	4,0	6,5	3,7	6,2	3,5	6,3	3,7
TOTAL	4,3	3,5	5,0	3,1	4,9	2,8	4,8	3,1

*SR : scénario de croissance rapide

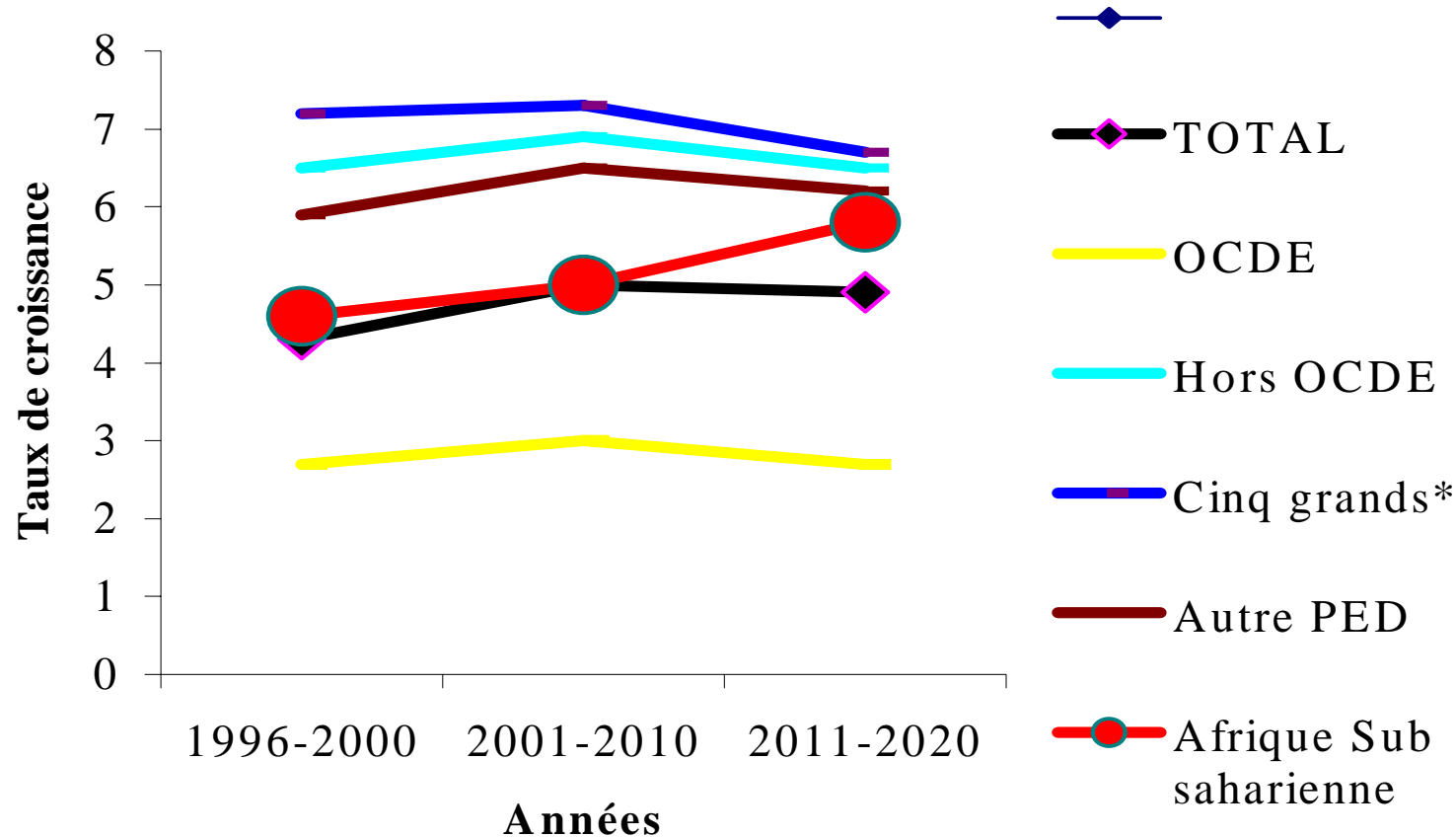
**SI : scénario de croissance lente

***Cinq grands: Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Russie

Source : OCDE

La croissance mondiale en 2020 et l'Afrique

Une croissance rapide dont rien ne garantit la durabilité. A l'horizon 2020, la pauvreté reculerait. Mais l'écart des revenus entre l'Afrique et les pays OCDE se maintiendrait



*Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Russie

source : OCDE

NECESSITE D'UNE VISION REGIONALE



Bâtir sur les enseignements de l'expérience

Il existe des interactions positives entre la croissance, la stabilité et l'intégration
L'UEMOA renseigne sur les conditions de la croissance africaine
L'UEM Européenne renseigne sur les conditions-cadres de l'intégration régionale
Peu de travaux empiriques sur la réduction de la pauvreté à l'échelle régionale



Les conditions politiques

Volonté politique manifestée par la décision de supporter les coûts à court terme de l'intégration régionale et de rendre les réformes socialement acceptables
Supporter le coût de fonctionnement efficace des institutions communautaires



Les conditions économiques

Choisir l'approche du régionalisme ouvert, autant comme cadre des échanges que des ajustements à opérer et des redistributions en faveur des plus pauvres
Créer un cadre favorable aux échanges, aux investissements et à l'innovation

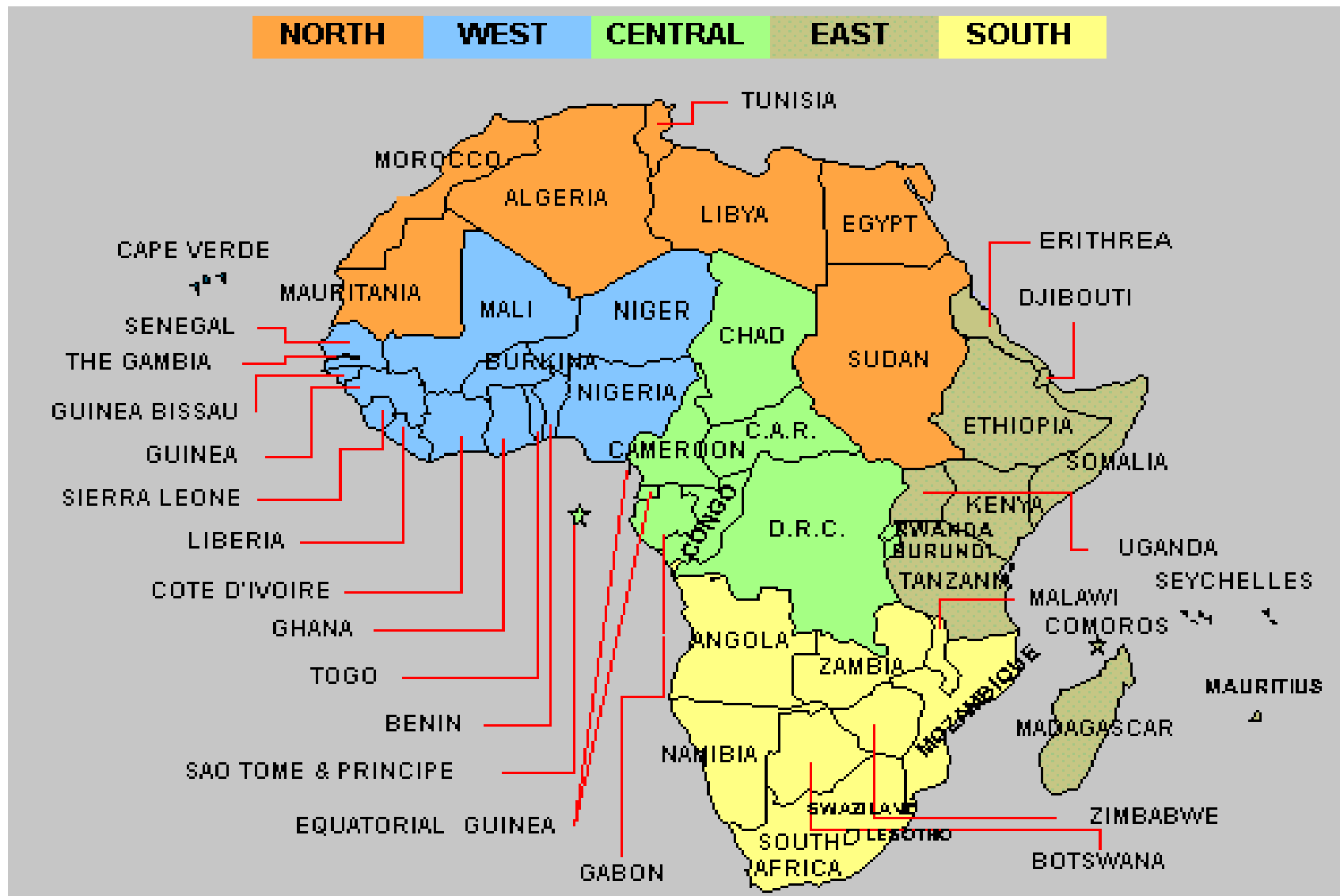


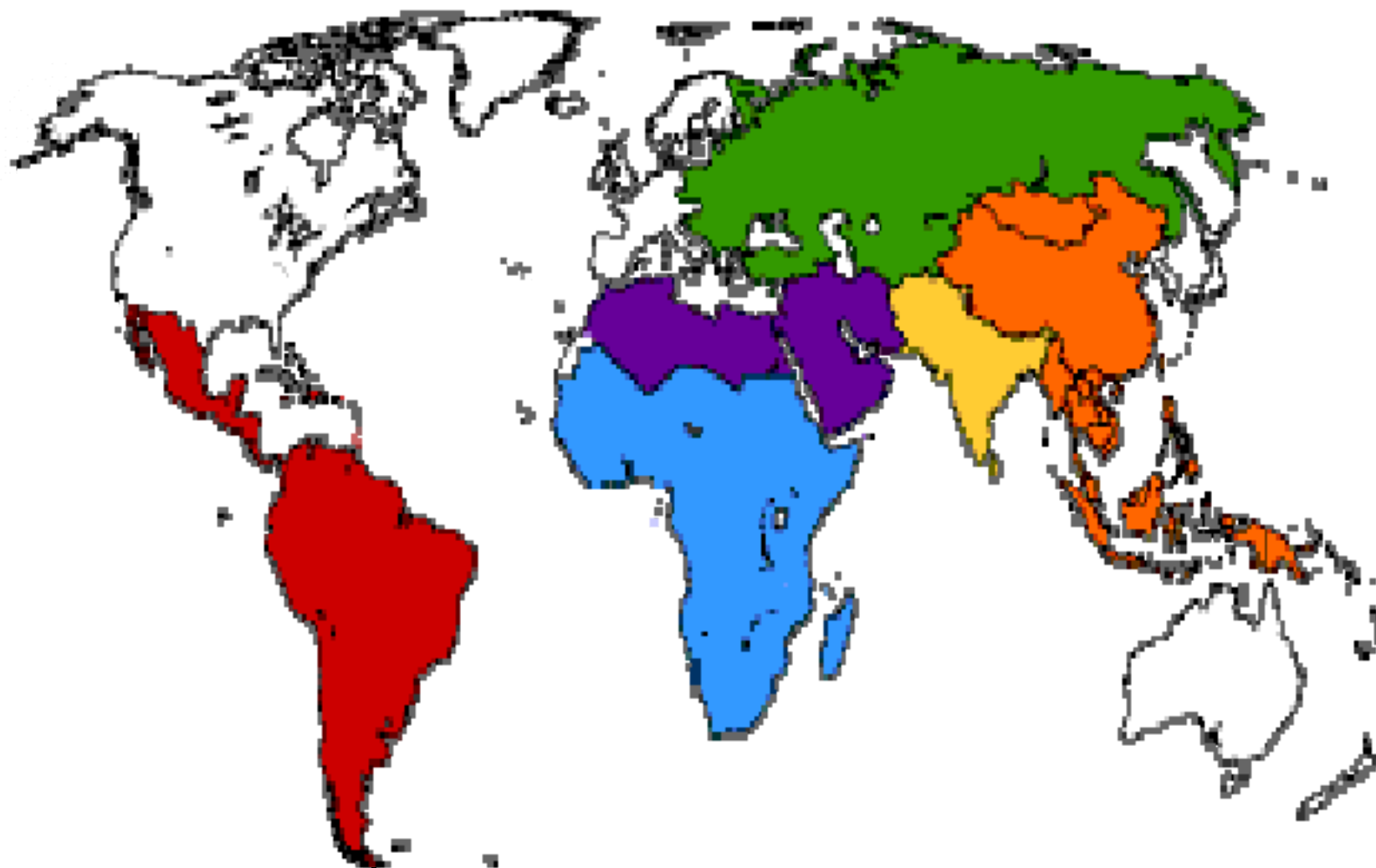
Les Conditions institutionnelles

Mettre en place des fonds pour neutraliser les oppositions, assurer l'équité et la cohésion sociale et intégrer les pauvres
Réduire les coûts de transaction

L'UEMOA, catalyseur de l'intégration régionale

Etapes de l'UEMA	Etapes de la CEA du Traité d'Abuja
<p>1. 2005 : UEM des 25 Union de l'UEMOA et de la CEMAC (Zone Euro-CFA), Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (sauf Nigeria et Zaïre)</p>	<p>1. 1992-1997 Rationalisation et renforcement des Communautés</p>
<p>2. 2006-2010 : UEM des 27 Union de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Zone Euro/CFA plus reste de la CEDEAO et de la CEEAC)</p>	<p>2. 1998-2005 Stabilisation des barrières douanières au niveau de 1991 Renforcement de l'intégration sectorielle Coordination ; étude</p>
<p>3. 2020 : UEMA Union économique et monétaire de l'Afrique</p>	<p>3. 2006- avant 2015 Suppression des barrières douanières création de ZLE et d'Unions douanières</p>
<p>Vers 2030 : Union Politique</p>	<p>4. 2016-2017 Création d'une union douanière africaine</p>
	<p>5. 2018-2021 Etablissement du marché commun Harmonisation des politiques économiques LCCP Politiques communes</p>
	<p>6. 2022-2026 au plus tard CEA Monnaie et Banque centrale unique</p>
	<p>Parlement africain</p>





Pour mémoire

Pour mémoire

- Adedeji A. : “Trampling on the grass”, Actes de la conférence ACDESS/IDEP/OUA, 1992
- Akrich M. : Coopération inter-entreprises et coordination socio-économique, CGP; 1994
- Amin S.: Les défis de la mondialisation, l’Harmattan, 1996.
- Attali J.: Dictionnaire du XXIe siècle, Fayard, 1998.
- BAD : Intégration régionale et ajustement structurel, in Rapport 1993
- Banque Mondiale : Note d’information, réunion BM/Afrique de Dakar, 1998,
- Barosud : L’image du Tiers Monde dans les médias, Ministère de la coopération franchise, 1992
- Berthélemy J.C. : The role of capital accumulation, adjustment and structural change for economic take-off: empirical evidence from african growth episodes, CEPII, 1999
- Bordes : La coordination des politiques monétaires; Revue d’économie politique; 1991
- Boulaga F.E : Les conférences nationales, Karthala, 1993.
- Boyer R.: Globalisation but still the century of nations, CEPREMAP, 1993.
- Cambon C.: Prospective, planification et programmation dans l’Europe du marché Unique, CES, Journal officiel n° 3, 1994.
- Chanteau J.P. : Les blocs commerciaux régionaux; Courrier de la planète, 1993
- Chesnais F.: La mondialisation du capital, Syros, 1996.
- CEA : Traité d’Abuja
Vers l’intégration inter-sous-régionale ; 1992
Etat d’avancement de la mise en œuvre de la CEA (diverses années)
Impact potentiel de l’évolution du SME sur les régimes monétaires et financiers en Afrique, 1991
- Commission européenne(CE): Rapport annuel, 1997 (a)
- CE : La Communauté européenne comme partenaire dans le commerce mondial, 1993; European union as a world trade partner; 1997
L’Europe de A à Z : guide de l’intégration européenne ; 1997
- De Foucauld J.B.: La France et l’Europe d’ici 2010, CGP, la Documentation française, 1993.
- Douzet F. Géopolitique d’un Afrique médiane, Herodote, 1997.
- Dowling e.a. Stratégies for change; California management review , spring 1994
- Drobnick R. Economic integration in the pacific region, OCDE, 1992
- Durand M.F./.: Le monde : espaces et systèmes, FNSP/Dalloz , 1992.
- FMI : L’UEMOA élargit son effort d’intégration, Bulletin du FMI, juin 1998
- Ghali B. Les ententes régionales et la construction de la paix, Revue de Défense nationale, Octobre 1992
- Godet M. : Prospective stratégique, Dunod, 1998
- Goldin I/.: Trade libéralisation : global economics implications, OCDE, 1993.
- GRIP : Les conflits en Afrique : analyse des crises et pistes pour une prévention ;

- Complexe, 1997.
- Higgot R. Mondialisation et gouvernance : l'émergence du niveau régional, P.E. Avril 1999
- Hine R. Le régionalisme et l'intégration de l'économie mondiale, J of Common Market, 1992
- Hugon P. PAS et intégration régionale en Afrique subsaharienne, MinCoop 1991
- Huttington S.: Le choc des civilisations O. Jacob, 1997.
- Igue J.O. : Le territoire et l'Etat en Afrique, Karthala, 1995.
- Jacquemot : La nouvelle politique économique en Afrique, Edicef/Aupelf, 1993
- Krugman P.: La mondialisation n'est pas coupable, la Découverte, 1997.
- Krugman P.: Economie internationale, Nouveaux Horizons, 1995.
- Krugman P.: Strategic trade policy and the international affairs, MIT Press, 1986.
- Labarde P. / : Ah Dieu que la guerre économique et jolie, A. Michel, 1998.
- Le Pen Y. : La convergence internationale des revenus, Problèmes économiques n° 25584 mars 1998.
- Merrien F. Investir en France : un espace attractif, CGP, la documentation française, 1992.
- Moreau-Defarges P.: La mondialisation : vers la fin des frontières ? IFRI-Dunod, 1993.
- OCDE: Le monde en 2020; vers une nouvelle ère mondiale, 1997
- OCDE : Les systèmes nationaux de financement de l'innovation, 1995.
- OMC : Rapport annuel, 1997
- ONU : Les blocs commerciaux régionaux, in Rapport du CPD/ECOSOC, 1990
- ONUDI/PNUD/OUA : Rapport final du Forum sur le développement du secteur privé en Afrique.
- Ould Abdallah A. : La diplomatie pyromane : Calman Levy, 1996.
- PNUD/Futurs Africains : Futurs africains : quelques repères, NEI , 1997.
- Porter M. : L'avantage concurrentiel des nations, Interéditions, 1992.
- Reich R. : L'économie mondialisée, Dunod, 1993.
- Ruffin J. C.: L'empire et les nouveaux barbares, J. C. Lattes, 1990.
- Sachs J. Rapport sur la compétitivité en Afrique, HIID/WEF, 1997 ; reproduit par Jeune Afrique n°1942 Avril 1998
- Satchwald F.: Les défis de la mondialisation : innovation et concurrence, IFRI- Dunod, 1994.
- Siroen J.M.: Désintégration et intégration régionales, in Problèmes économiques Avril 1999
L'intégration entre pays inégalement développés dans la régionalisation de l'économie mondiale : une analyse comparative, CGP, 1996.
- SY S.D. : La mondialisation : analyse bibliographique et de sites Internet, PNUD/NLTPS, 1998
La mondialisation : repères, évolution, caractéristiques et enjeux; PNUD/NLTPS, 1998
Le FCFA dans la perspective de l'Euro, CODESRIA 1998
Impact potentiel de l'évolution du SME Sur le régime monétaire et financier de la Zone Franc, CEA, 1991
- Venesson P. Relations internationales :trois paradigmes in P.E. Avril 1999
- Viaud P. E.a : Afrique : les souverainetés en arme, FNSP, 1987.

Weidenfeld W./ : Guide de l'intégration européenne (Modèle d'intégration), 1997.
Winters L.A. Regionalisme vs multilatéralism, Worlds Bank, 1996
Yameogo H. : Repenser l'Etat africain, , Karthala, 1993.
I.W. Zartman : L'effondrement de l'Etat, Nouveaux horizons, 1995.

Dossiers et rapports spéciaux

CRDI : L'intégration régionale en Afrique de l'Ouest, 1992
CODESRIA : L'avenir de la Zone Franc; 1998
NLTPS : La compétitivité future des économies africaines 1999
CMA : Séminaire sur la coopération et l'intégration régionale, Dakar, 1994
ONU/CEA : Forum sur la secteur privé en Afrique, 1995

IFRI :

Ramses 99 : Afrique du Sud : la difficile naissance d'un dragon africain
Ramses 98 : L'éclatement africain
Mondialisation : premier succès de l'OMC
Les stratégies internationales des entreprises
L'intervention d'après la guerre froide
La fin de l'aide au développement
Ramses 97 : Une Afrique sans puissance
Questions sur la puissance
Economies émergentes
Les réalités de l'intégration régionale
Etats-Unies : une superpuissance en quête d'un rôle
La politique étrangère de B. Clinton
Ramses 96 : L'ONU en questions
Quelle identité politique extérieure pour l'Europe ?
Ramses 95 : Deux fois deux mondes
L'ajustement des puissances
De la géopolitique à la géoéconomie ?
Atténuations des divergences macroéconomiques internationales
Mondialisation : la concurrence Nord- Sud
Ramses 94 : Les piliers de l'ordre mondial
L'Afrique subsaharienne
Ramses 93 : vers la démocratisation de l'Afrique subsaharienne
Multilatéralisme : le GATT en crise
Le droit et les relations internationales
Ramses 92 : problématique du Nouvel Ordre Mondial

L'Afrique , terre de mission
Ramses 91 : Tiers monde : désengagement des grandes puissances
Ramses 90 : la fin d'une époque
Des armes pour le Tiers-Monde
Ramses 89 : la société de communication ?
Ramses 87 : Le poids de la démographie
Ramses 85 : Flux des capitaux et économie mondiale.

Economie internationale : Mondialisation, convergence et inégalités, CEPII, 1997
Problèmes économiques : Mondialisation de l'économie : menace ou progrès, Mars 1995
Mondialisation et gouvernance mondiale, avril 1999
Afrique contemporaine : L'Internet e l'Afrique, la documentation française n° 182, 1997
The Economist/ Le Courrier : Le monde dans 150 années, 1993

Sites et liens hypertexte sur la prospective et l'intégration régionale

DREE, Minsitère de l'Economie et des finances France
Zone Franc
UEMOA
GEOSCOPIE <http://www.geosopie.com>
Le futur sur geoscopie
Dix tendances
La mondialisation : scénarios
Prospective des facteurs de la mondialisation
Stratégies mondiales
Les relations internationales et l'ordre mondial
Origine politique du risque
Acteurs de l'international
L'Etat et l'international
Nouveaux conflits du Sud
La diplomatie économique, l'ONU et la prévention des conflits

Banque
mondiale <http://www.worldbank.org>
BENIN <http://elodia.innet.bj/benin01/html>
CNUCED <http://www.unicc.org/unctad>
Commission
Européenne <http://europa.eu.int/fr/comm>
ECPDM <http://www.oneworld.org/ecpdm>
FMI <http://www.imf.org>
OCDE <http://oecd.org/dev/french/index.html>
OMC <http://www.wto.org> www.unic.wto.org
ONU <http://www.un.org>

CHRONIQUES

LE FUTUR DANS GEOSCOPIE

FUTUR MOYEN ET LONG TERME :

<[La Prospective](#)> <[Le changement](#)><[Dix tendances à observer](#)>

<[Quelles catastrophes?](#)> <[Le referendum pour le XXI^e siècle](#)>

[Le risque politique](#)

AVENIR DES ESPACES

[LA PLANETE](#)

<[Prospective des facteurs de mondialisation](#)><[Scénarios de mondialisation](#)>

[SCENARIOS POUR L'AMERIQUE](#)

<[Prospective de l'Europe](#)><[FUTURS ALLEMANDS](#)> <[L'AVENIR DU MODELE RHENAN](#)>

[La Chine](#)

<[LE MONDE MUSULMAN](#)>

[GÉOPOLITIQUE DU MAGHREB](#)

AVENIR DE LA POLITIQUE

[Prospective de relations internationales](#)

<[Risques mondiaux](#)> <[Origines politiques du risque](#)> < [ORIGINES ECONOMIQUES DU RISQUE POLITIQUE](#)>

[Géopolitique du XXI^e siècle, par Jacques Attali](#)

AVENIR DE L'ECONOMIE

<[International Futures](#)>

<[Alimentation du monde](#)> <[Nourrir le monde](#)>

AVENIR DE LA SOCIETE

<[TABLE SOCIETE](#)><[ORDRE ET CHANGEMENT SOCIAL](#)>< [AVENIR DU TRAVAIL](#)>

Pour mémoire

Pour mémoire